

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 212
JEUDI 10 JANVIER 1974

Coups bas, querelles, divisions, replâtrage du gouvernement...

QUE PRÉPARENT-ILS POUR AFFRONTER



UNE CRISE CAPITALISTE INÉGALÉE ?

*Balayer
le racisme*
**C'EST L'AFFAIRE
DE LA CLASSE
OUVRIÈRE
TOUTE ENTIÈRE !**

(pages 5-6-7-8)



Une France en plein changement

Le monde entier est entré dans une période de profonds bouleversements, une situation nouvelle est en train de se créer à l'échelle du globe.

Et la France capitaliste n'échappe pas à ces transformations profondes. La situation y est aujourd'hui profondément différente de ce qu'elle était il y a un an. Il ne s'agit pas de simples changements de détail. Sur les plans économique et politique, ce début

d'année est marqué par une situation nouvelle.

A l'optimisme qu'affichaient il y a quelques mois encore les représentants des monopoles, a succédé aujourd'hui le pessimisme. Ceux-là mêmes qui parlaient du « miracle français » annoncent aujourd'hui des « temps difficiles ». Ce changement d'attitude de leur part exprime une situation réelle et leur inquiétude devant l'avenir.

Plus loin, on peut lire : « *Devant les adaptations difficiles de certains secteurs — ciment, papier, peut-être, mais pas automatiquement, automobile — ne pas rouvrir brutalement les robinets du crédit, mais faire appel à l'intelligence et à l'initiative des hommes en accordant des possibilités importantes, longues et dignes, pour que chacun retrouve un emploi dans les secteurs nouveaux qui remplaceront peu à peu les secteurs gros consommateurs d'énergie.* »

Il s'agit donc de liquider certains secteurs de l'industrie pour en développer de nouveaux. Comme on le voit, il s'agit-là bel et bien d'une restructuration du capitalisme.

Et « la Nation » ajoute : « *Il faudra aussi faire preuve de volonté et d'autorité pour imposer à tous, nous disons à tous, les sacrifices nécessaires.* » Ce qui signifie avant tout imposer aux travailleurs les licenciements, et aussi aux capitalistes des secteurs condamnés leur reconversion ou leur disparition, car il en va de l'avenir même du capitalisme.

De son côté, Delors, conseiller de Chaban-Delmas, déclare dans « l'Express » du 31-12-73 qu'il est nécessaire « *de s'engager sans attendre dans la recherche et la mise en œuvre d'un nouveau modèle de croissance.* ... « *Il est vital de s'engager résolument dans la révision des fins et des moyens de notre développement.* » On voit que là encore le problème est de restructurer le capitalisme. Et il ajoute à propos des

conditions permettant la mise en œuvre de cette restructuration : « *La situation est particulièrement périlleuse en France, où se détériorent progressivement les conditions de dialogue politique et de dialogue social. Nous vivons, ou plutôt on nous fait vivre, dans un climat de guerre civile froide et de préaffrontement.* »

Pour réaliser cette restructuration du capitalisme, il mise sur la collaboration de classes : « *Et pourtant, les Français valent mieux que cela. Si on les informe correctement, si l'on pacifie les esprits, si l'on organise une grande confrontation à propos d'un plan de trois ans destiné à faire face à la crise, si le Parlement reprend ses prérogatives de synthèse et de médiation, alors tout devient possible.* »

De son côté, d'Ornano, secrétaire général des Républicains indépendants, déclare qu'il faut que l'économie capitaliste soit « *réorientée vers les secteurs de pointe où la valeur ajoutée et le savoir-faire sont au plus haut niveau* » ; et il ajoute : « *Il faut apprendre un nouvel art de gouverner et revenir au choix politique.* »

Les monopoles sont aujourd'hui devant une nécessité : restructurer le capitalisme en France. Mais quels secteurs faut-il développer, quels secteurs liquider, vers quoi réorienter l'économie capitaliste ? Comment procéder à cette nécessaire restructuration ? Ce sont là les questions qui se posent à la bourgeoisie.

Une situation instable

« *Nous sommes entrés dans l'ère des incertitudes* », devait déclarer Pompidou la semaine dernière.

Et de fait, un des éléments qui caractérisent la situation présente est l'incertitude de la bourgeoisie. Elle correspond à une situation incertaine et instable. Elle traduit la rapidité et la profondeur des transformations qui sont en train de s'opérer sur le plan international et national. A la stabilité relative qui a marqué le développement du capitalisme ces dernières années succède l'instabilité de façon de plus en plus accentuée. Pour une

bonne part, la bourgeoisie est plus que jamais dans l'incapacité de prévoir l'évolution de la situation dans les mois qui viennent. Celle-ci est déterminée par de nombreux facteurs, en particulier d'ordre international.

Cette instabilité explique en particulier les débats qui ont cours actuellement au sein de la bourgeoisie ; une chose est certaine : dans une situation nouvelle, il faut une orientation nouvelle. Mais dans quel sens faut-il aller pour assurer les profits des monopoles ? Telle est la question qui se pose à la bourgeoisie.

Des certitudes

Dans cette situation instable, un certain nombre de choses sont certaines.

Au cours de ces toutes dernières années, le capitalisme français a connu un taux d'expansion rapide ; les monopoles ont développé de façon importante leurs exportations et ont réalisé de gros profits. Sur la base de cette « expansion », les monopoles ont pu recourir à la démagogie sociale et distribuer des miettes pour tenter de tromper les travailleurs.

Dans la situation actuelle, il est inévitable qu'il y ait un retournement de tendance et que l'expansion diminue fortement (*). C'est d'ailleurs là un fait sur lequel tous les économistes bourgeois sont d'accord, même s'ils divergent sur son ampleur. C'est là une chose qui ne manque pas d'inquiéter les monopoles, car elle a pour conséquence de diminuer leurs profits. Les monopoles chercheront à en faire supporter le poids aux travailleurs en renforçant l'exploitation et surtout en recourant au chômage. Déjà, dans l'automobile, Citroën et Peugeot en ont donné un avant-goût. Le chiffre de 800 000 chômeurs est le plus répandu. Et d'ailleurs le gouvernement et Pompidou lui-même agitent le spectre du chômage.

Dans cette situation de régression de « l'expansion », il est certain que la part de la démagogie sociale sera réduite. Pour protéger leurs profits, les monopoles chercheront par tous les moyens à renforcer l'exploitation.

Autre certitude : la hausse des prix, loin de se ralentir, va s'accroître sur la lancée des derniers mois de l'année 1973. Là encore, c'est un fait sur lequel tous les économistes bourgeois sont d'accord. La France est d'ores et déjà en tête pour la hausse des prix parmi les pays européens. Le rythme actuel de la hausse des prix inquiète les monopoles ; non pas parce que la vie se fait de plus en plus dure pour les travailleurs, de cela ils s'en moquent, mais parce qu'il constitue un handicap pour leurs exportations. Aussi vont-ils essayer là aussi de faire supporter la note par les travailleurs en cherchant à recourir d'une façon ou d'une autre au blocage des salaires. C'est à qui trouvera le meilleur moyen de faire payer les travailleurs : Chalandon fait l'apologie du tristement célèbre « modèle brésilien » et de son système de blocage des salaires ; Giscard d'Estaing, quant à lui, livre ses propositions au journal patronal « L'Expansion » et suggère d'augmenter les impôts de ceux dont les augmentations de salaires seront jugées trop importantes, de façon à leur reprendre.

Telle est la situation qui attend les travailleurs dans les mois qui viennent. Chômage, vie chère, blocage des salaires, tel est l'avenir que les monopoles leur réservent. Les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes par la lutte, pour s'y opposer.

Des changements de structures

Dans la situation actuelle et en fonction de l'avenir, le problème qui se trouve posé aux monopoles et à leurs représentants est celui des structures du capitalisme en France. Il faut pour les monopoles s'adapter aux conditions nouvelles ; cela est au cœur même des débats qui se déroulent dans la bourgeoisie. C'est à cela que les monopoles et leurs représentants vont s'attacher.

A ce sujet, voici ce qu'on peut lire dans « la Nation » du 3 janvier : « *... des modifications économiques*

profondes vont avoir lieu... il faut diminuer les assistances abusives aux industriels en difficulté qui, parce qu'ils sont en difficulté, se montrent justement comme ceux qui n'ont pas su prévoir, ainsi que de nombreuses interventions de la puissance publique qui, sous le nom d'équipements dits « collectifs », cachent en réalité ce que l'on peut nommer pudiquement des « affaires ». Ce qui en clair veut dire qu'il faut liquider les secteurs non-compétitifs et rogner sur les équipements collectifs.

Une situation politique nouvelle

Sur la base de cette situation économique nouvelle se développe une situation politique nouvelle. A la stabilité politique qui régnait auparavant au sein de la bourgeoisie a succédé maintenant l'instabilité. Comme on l'a vu, les monopoles se trouvent aujourd'hui dans une situation qui nécessite une politique nouvelle, ce sont les faits qui l'exigent. La politique gouvernementale telle qu'elle est aujourd'hui ne répond pas à cette situation de façon satisfaisante.

Cela se manifeste de différentes façons : par l'incapacité du gouvernement actuel à prendre des initiatives ; par ses échecs répétés (réforme constitutionnelle, avortement, etc.) ; par la multiplicité des contradictions qui se développent au sein de la « majorité ».

Ces contradictions sont l'expression sur le plan politique de la crise du capitalisme et de l'inquiétude de la bourgeoisie face à l'avenir.

Une inquiétude d'autant plus grande que 1973 a montré que les travailleurs n'étaient pas décidés à subir en silence les licenciements, l'exploitation. L'acharnement de Messmer à affirmer que « Lip, c'est fini » traduit en fait la peur de la bourgeoisie devant le symbole et l'exemple de Lip. Ce que confirme le conseiller social de Messmer, Sabouret, lorsqu'il déclare au journal « Les Informations », à propos des luttes qui ont marqué 1973 : « *Ce qu'il faut en retenir, c'est que chacun de ces conflits aura été le symbole d'une attitude des travailleurs très différente du conflit salarial classique... Des conflits qui traduisent, à travers des modalités très spectaculaires, un refus profond du licenciement ou même de la conversion.* » Et il précise encore les choses en ajoutant : « *... on assiste à une sorte de diffusion gazeuse, à un courant d'idées qui se répand, qui n'influence peut-être que quelques pour cent de la population,*

mais ces quelques pour cent sont souvent eux-mêmes des relais, des leaders moraux. Cela ne se retrouve pas dans les scrutins d'entreprises — bien au contraire — mais dans une ambiance, dans un climat... » De son côté, un membre du C.N.P.F. déclare au même journal : « *Les salariés savent maintenant qu'ils ont un moyen de pression énorme : la grève « riche » (avec paies sauvages, etc.) qui coûte cher à l'entreprise et peu aux travailleurs, l'appel à l'opinion publique. Ils ne vont pas l'oublier de sitôt... »*

D'un côté les monopoles qui, pour garantir leurs profits, vont chercher par tous les moyens à renforcer l'exploitation, vont recourir au chômage ; de l'autre, les travailleurs qui moins que jamais acceptent de se plier aux volontés du capital, qui ont accumulé de riches expériences. Entre ces deux logiques, il ne peut y avoir qu'affrontement.

Il est inévitable que les monopoles cherchent à faire plier les travailleurs en renforçant la fascisation ; plus la crise du capitalisme ira en s'aiguissant et plus la bourgeoisie cherchera son salut dans le fascisme. Ce n'est pas un hasard si, à l'aube de cette année nouvelle, Pompidou n'a que le mot « ordre » à la bouche et que les appels à « l'autorité » sont si nombreux.

Il est inévitable aussi que la classe ouvrière lutte pour l'emploi, pour les salaires, contre le capitalisme. Quoi que fasse la réaction, elle ne pourra arrêter la marche de l'histoire.

André COLERE.

A cela il y a diverses raisons, et en particulier le fait que nous sommes dans une situation de crise de l'ensemble du système impérialiste. Les pays vers lesquels les monopoles exportent connaissent eux aussi une crise et les marchés qu'ils se constituent se rétrécissent fortement. C'est ainsi qu'en Allemagne, où les monopoles français exportent beaucoup et prévoient pour 1974 une croissance zéro, ce qui va avoir pour conséquence une chute des exportations des monopoles français vers l'Allemagne.

ÉDITORIAL

**Pour affronter
une crise capitaliste inégalée**

PRÉPARATION ACTIVE D'UN REPLATRAGE GOUVERNEMENTAL

L'heure a-t-elle sonné pour le régime Pompidou ? Tout laisse penser qu'en tous les cas il n'y en a plus pour longtemps. Quand le vieux Pinay, oracle vénéré de toute la bourgeoisie, déclare publiquement après Mitterrand qu'« on n'est pas gouverné », et quand l'UDR reprend de moins en moins bas ce que Pinay ou Mitterrand disent tout haut, quand un journal comme « le Point » édité par le trust Hachette, sous la responsabilité directe d'un conseiller intime de Chaban-Delmas, prend l'initiative de titrer « Messmer doit partir » et quand ce dernier éprouve le besoin de se justifier, quand le président juge bon de répéter qu'il ne s'intéresse pas aux écoutes du « Canard enchaîné » et que « le Point » (encore lui !) le ridiculise en photographiant un agent de la DST impliqué dans l'affaire, quand tous ces faits viennent s'ajouter à un rythme accéléré aux projets du gouvernement avortés par les soins de l'Assemblée bourgeoise (récemment encore la réforme de la loi sur l'avortement) comment ne pas voir que le dernier coup de boutoir n'est plus loin.

On aurait tort de s'imaginer quelque amélioration du système derrière cette fébrilité. La fronde de l'Assemblée où sont rassemblés tous les partis bourgeois n'a rien à voir avec on ne sait quelle libéralisation du régime, au contraire.

Le fond du problème qui n'est pas une affaire de personne, pas plus qu'une affaire de but à atteindre, porte entièrement sur les moyens à mettre en œuvre pour poursuivre la politique du capital monopoliste français et pour affronter la montée des périls extérieurs et intérieurs.

De même que la bourgeoisie monopoliste s'est débarrassée de De Gaulle discrédité totalement après mai-juin 68, de même s'apprête-t-elle à faire avec Pompidou. Les formes qu'elle y met ne sont certes pas identiques, mais l'objectif est bien le même.

A travers un simple changement de gouvernement et notamment de premier ministre, c'est bien Pompidou qui est visé. Il est important de voir dans ce phénomène en cours que les reproches adressés au gouvernement ne touchent pas à la politique étrangère mais essentiellement à la politique intérieure. A cet égard l'unité qui s'est réalisée de Pompidou à Mitterrand sur la question de l'Europe est significative comme sont significatives les critiques unanimes portées contre Messmer sur le règlement de « l'affaire Lip » : En tergiversant alors qu'il aurait fallu immédiatement frapper et empêcher la prise des montres et les paies sauvages, le gouvernement a laissé se développer un mouvement d'une trop grande portée exemplaire à un moment où les licenciements massifs et le chômage vont se développer. Par contre aucun de ces politiciens bourgeois n'a ne serait-ce que fait allusion à la multiplication des assassinats contre des travailleurs immigrés et à l'impunité de leurs auteurs.

Ces quelques éléments reflètent ainsi les succès remportés par les peuples opprimés et le prolétariat de notre pays dans leur lutte commune contre l'impérialisme, com-

me la crainte de la bourgeoisie de voir se développer de grands mouvements révolutionnaires dans un avenir pas si lointain.

Il n'y a d'ailleurs pas seulement les partis bourgeois traditionnels qui s'en inquiètent. Les dirigeants révisionnistes du PCF qui ont renoncé depuis longtemps à la révolution prolétarienne et affirmé ainsi leur attachement au système capitaliste parvenu à son stade suprême, impérialiste, eux aussi émettent des solutions : leurs propositions de réformes immédiates possibles pour éviter la crise ne vise-t-elle pas à inculquer l'idée que le système actuel est viable ?

Selon eux il est possible de résoudre cette crise sans même renverser le capitalisme : c'est là une grossière mystification. Mais ce n'est pas seulement une mystification. Du fait de l'existence de régimes révisionnistes et surtout de la puissance militaire inégalée de l'URSS social-impérialiste notamment en Europe, le révisionnisme moderne n'aspire pas seulement à mystifier les masses. Si la tendance actuelle du capital monopoliste européen est à l'opposition aux deux super-puissances USA et URSS, les révisionnistes peuvent cependant constituer dans le cadre d'une modification de la situation internationale une solution de rechange pour le capitalisme monopoliste en France.

Pour cette raison la nouvelle tactique mise en œuvre par Marchais et définie par R. Leroy lors du Comité central révisionniste du 3 et 4 décembre ne doit nullement être sous-estimée.

L'année 1973 a été une très mauvaise année pour la ligne révisionniste. Après l'échec aux législatives de l'Union de la Gauche, après le putsch fasciste au Chili qui a démontré l'absurdité de la thèse du « passage pacifique », après la mise en alerte nucléaire des forces américaines lors du conflit au Moyen-Orient qui a démontré l'inanité de la « détente » (*), la ligne révisionniste des dirigeants du PCF a perdu beaucoup de son crédit dans les masses et notamment dans les masses prolétariennes. Dès lors, ils en sont venus à adopter une ligne tactique apparemment « dure » contre le pouvoir actuel, fondamentalement pour tenter de maintenir leur influence. Là aussi il ne faut d'ailleurs pas négliger le poids des facteurs externes et notamment la supériorité écrasante de l'URSS en Europe depuis six mois.

Pour toutes ces raisons la tâche la plus importante des marxistes-léninistes de notre pays comme de tout ouvrier avancé, c'est de travailler au développement du mouvement révolutionnaire des masses en dénonçant TOUTES les solutions bourgeoises à la crise.

Elever la conscience politique des masses en impulsant l'action révolutionnaire, là est notre devoir immédiat, de cela dépend le succès de la révolution prolétarienne quels que soient les chemins sinueux à emprunter pour y parvenir.

(*) Sans parler de la déconfiture du « programme commun » abandonné de plus en plus par les socialistes.

Grande-Bretagne

Les 'gueules noires' refusent de céder au chantage gouvernemental

La grève des heures supplémentaires des mineurs de charbon anglais dure depuis maintenant deux mois. Leur revendication de départ est simple. Ils exigent que soient enfin considérées comme temps de travail les heures passées à s'habiller, se déshabiller, se doucher pour retrouver figure humaine après les longues et dures heures passées « au fond ».

Le gouvernement conservateur ne veut pas entendre parler de cette revendication, pas plus que d'aucune autre revendication ouvrière. Il invoque pour cela son « plan anti-inflation » destiné à faire payer durement à la classe ouvrière la grave crise économique qui secoue sérieusement le capitalisme britannique.

Celle-ci se traduit par une inflation galopante, une hausse vertigineuse du coût des denrées alimentaires, une masse de chômeurs qui atteindra bientôt le chiffre impressionnant de deux millions !

Prétextant la baisse de 30% de la production de charbon provoquée par cette grève, le gouvernement n'a pas hésité à instituer dans le pays la semaine de travail de trois jours, qui frappe déjà 15 millions de travailleurs sur 28. Avec, bien entendu, comme conséquence immédiate, des salaires diminués d'autant. Il espère ainsi dresser contre les mineurs en grève les travailleurs touchés par cette mesure puisque son chantage à « l'union sacrée » n'a rencontré que le mépris qu'il mérite.

C'est en vain. Les mineurs tiennent bon sans reculer d'un once sur leurs revendications. La proposition de la Direction des Mines de rémunérer... vingt-cinq minutes supplémentaires par semaine a été mise directement à la poubelle et taxée d'« insultante » par les grévistes.

Dans le même temps les cheminots en lutte durcissent leur mouvement.

Aux applaudissements des travaillistes, dont la politique en matière de revendications ouvrières ne diffère en rien de celle de l'actuel gouvernement, Heath évoque maintenant l'hypothèse d'élections législatives anticipées, recours classique des gouvernements bourgeois anglais en difficulté.

Peine perdue. C'est l'ensemble de la classe ouvrière qui exprime sa colère contre ses exploités qui, par la voix de leur Premier ministre, viennent d'annoncer aux travailleurs britanniques qu'ils auront « à affronter le plus dur hiver depuis la guerre ». Les mineurs, quant à eux, refusant de céder à ce chantage ignoble, parlent d'étendre et de généraliser leur grève.

Que Pompidou, qui, pour le début de cette année, souffle alternativement le chaud et le froid, en parlant de « la prospérité de la France » aussi bien que « des sacrifices nécessaires qui devront être assumés par tous », prenne bien garde. Ses appels à « l'union sacrée » pour maintenir les profits capitalistes risquent bien de rencontrer la même réponse de la classe ouvrière de notre pays !

300% de profits !

L'Irak vient récemment de vendre du pétrole à l'Union soviétique ; recette : 6 millions de livres sterling. Ce pétrole a été revendu à l'Allemagne de l'Ouest ; recette : 18 millions de livres sterling. Une bonne affaire, pensez donc : 300% de profits !

De telles bonnes affaires, ne sont pas nouvelles, elles existaient bien avant l'embargo pétrolier. Les sociaux-impérialistes ont négocié des contrats avec certains pays arabes, achetant du pétrole contre des armes ou des machines ; souvent d'ailleurs, l'affaire se corsait : on achète le pétrole arabe de bonne qualité à bas prix et on revend le pétrole soviétique moins bon à haut prix.

Ce n'est pas tout aujourd'hui : les sociaux-impérialistes, depuis novembre dernier, ont bien su comment utiliser l'embargo pétrolier et ont multiplié les achats. Ainsi, ils font d'une pierre deux coups : pillage du pétrole moyen-oriental d'une part et approvisionnement de l'Europe d'autre part.

On se rend « indispensable » en Europe — qu'on veut dominer —, on pille le Moyen-Orient qu'on souhaite contrôler. Deux aspects d'une même stratégie globale impérialiste, que Brejnev tente de masquer sous le voile de « l'amitié » et de la « détente ».

RÉALITÉ ET ILLUSION D'UN SOIR

Le soir de la Saint-Sylvestre, comme tous les ans, le président de la République bourgeoise s'adresse aux Français.

L'année 1973 a été, comme l'a déclaré Pompidou, « une année d'expansion exceptionnelle et de grands progrès dans divers domaines ». Effectivement pour la classe des exploités capitalistes cela est « un résultat absolument remarquable », comme l'a écrit la revue économique « *Entreprise* ». En cinq ans les profits des cinq cents plus grandes entreprises capitalistes se sont accrus de 91%, une paille!!! soit une moyenne annuelle de 17,6%. Cela a le mérite de confirmer les paroles de M. Pompidou et de sa classe.

Mais pour la classe ouvrière, les masses populaires, c'est autre chose. C'est le S.M.I.C. à 5,43 F de l'heure et pour un travailleur sur deux les salaires sont inférieurs à 1 300 F net par mois pour quarante heures par semaine. Même si l'I.N.S.E.E., par des tours de passe-passe, trouve que « 60% des salariés gagnent moins de 1 750 F par mois », ces statistiques portent effet sur 7 620 800 hommes et 3 163 100 femmes, en excluant les revenus des agents de l'Etat et des collectivités locales, des salariés agricoles et des gens de maison. Ce qui permet au journal « *Le Monde* » de faire un titre ronflant pour tromper les lecteurs.

Et pour les travailleurs âgés, le S.M.I.C. de misère est bien loin. Au premier janvier, le gouvernement subordonné aux monopoles a royalement accordé un aumône vieillesse de 1,09 F par jour, soit 14,24 F par jour, soit 5 200 F par an. Voilà pour les vieux en 1974.

Alors plus que jamais, l'Unité à la Base et dans l'Action nous permettra d'arracher nos revendications immédiates :

- Pas de salaire inférieur à 1 300 F net pour 173 heures par mois ;
- Les 40 heures tout de suite sans diminution de salaire.

— A travail égal, salaire égal pour les jeunes, les femmes, les immigrés !

Cet ancien directeur de la Banque Rothschild reconnaît même que la hausse des prix « a pris un rythme excessif et inquiétant pour des causes, dont certaines sont extérieures et dont d'autres nous sont propres ». Bien entendu il ne fait que s'en prendre aux causes extérieures et vous l'avez deviné, « la crise du pétrole », permet bien des choses.

Tenez, en ce début d'année une décision a été prise de rationner de 25% la consommation de gaz dans 53 départements sous le prétexte fallacieux que l'usine de liquéfaction de Skikda en Algérie est en panne. Le gaz fourni par cette usine en 1973 représentait 2,5% de la consommation utilisée en France. Alors cette campagne d'intoxication n'a-t-elle pas plutôt pour but l'augmentation du prix du gaz ? Nous le saurons cette semaine même.

Et sur les causes intérieures, Pompidou est resté muet. Mais qui donc a favorisé et favorise l'augmentation des prix ? N'est-ce pas le gouvernement du premier légionnaire Messmer, petit doigt sur la couture du pantalon aux ordres de Pompidou, ce gouvernement subordonné aux monopoles capitalistes.

Le prix du pain ne vient-il pas d'augmenter de 5 centimes en ce début janvier, comme d'ailleurs la viande de bœuf qui a augmenté d'environ 2 F par kg avec le rétablissement de la T.V.A. Et en 1973, le lait, le fromage, le beurre, les œufs, le porc, l'huile, les loyers, l'électricité, le gaz, les tarifs S.N.C.F., la taxe de l'O.R.T.F. portée à 140 F, etc. Ah ! nous allons oublier l'essence qui a été augmentée de 10 centimes par litre et l'on parle en ce début janvier que le litre de super serait fixé entre 1,53 F et 1,62 F le litre.

Voilà quelques oublis du président et de sa classe au pouvoir qui tente de berner les travailleurs en ce 31 décembre 1973.

Alors avec la crise du capital, Pompidou est amené à nous annoncer que « l'année 1974 risque d'être difficile et en tout cas, plus que tout, elle est incertaine ».

Cet aveu nous montre l'inquiétude des classes exploiteuses qui, depuis mai-juin 1968, ont de plus en plus peur de la classe ouvrière qui s'arrache au révisionnisme moderne et pratique la lutte classe contre classe. L'Unité à la Base et dans l'Action des prolétaires fait peur à la bourgeoisie et à ces commis bourgeois.

C'est pourquoi Pompidou fait appel lui-même à la collaboration de classes et menace : « Nous nous sommes bornés à faire appel à votre sagesse et à nous doter des moyens de faire face aux circonstances... » Et il explicite sa pensée « je puis vous assurer que tout sera fait pour maintenir votre niveau de vie et votre pouvoir d'achat, notamment celui des plus faibles ».

Ces paroles se vérifient dans la pratique. A l'entreprise Baudet de Penphoët (industrie industrielle) 150 intérimaires ont été renvoyés et 37 ouvriers mis au chômage. Les métallos de chez Peugeot au nombre de 3 000 voient leur salaire diminué de 100 à 150 F par la diminution de la semaine de travail de quarante-trois heures à quarante heures. Les travailleurs de Lip viennent d'avoir des nouvelles du social de l'U.D.R. Messmer à Sarrebourg a déclaré le 5 janvier : « Lip c'est fini, ce qui est décidé est décidé, je ne reviendrai pas dessus. La partie armement devait reprendre le 15 janvier dernière limite, faute de quoi là aussi ce serait fini. »

Pour « faire face aux circonstances », Pompidou a déclaré : « Je puis vous assurer que tout sera fait pour maintenir l'ordre, garant de la liberté. » Il s'agit bien sûr de la liberté des exploités capitalistes.

Et pour cela les monopoles paient grassement les C.R.S. Après deux ou trois ans de service un C.R.S. touche près de 3 000 F par mois soit sous forme de traitement, d'indemnités et de primes (primes de matraques) et la retraite est à cinquante-cinq ans.

La classe ouvrière ne se fait aucune illusion sur les exploités capitalistes, ces buveurs de sang et se souvient de cette célèbre phrase de Karl Marx : « Le capital est un travail mort qui, semblable au vampire ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage. »

Contre les licenciements, contre le chômage, occupons les usines !
Unité à la Base et dans l'Action !
Classe contre classe !

Luc Dacier

Calberson (Le Mans)

REINTEGRATION DU DELEGUE LICENCIE

Calberson est une entreprise de transports. La succursale du Mans qui compte 300 salariés en est des plus importantes du groupe.

Depuis 1971, des jeunes y ont monté une section syndicale C.G.T., et depuis ils sont en butte à la répression hystérique de la direction.

Cette fois, la direction a décidé de licencier un délégué du personnel. Voici comment elle s'y est prise.

Samedi 15 décembre au cours d'une réunion de délégués du personnel, la discussion portait sur l'affichage de la grille des salaires.

Le directeur refuse que cette grille soit affichée partout (Calberson comprend en effet plusieurs lieux de travail) en prétextant que tout le monde n'avait qu'à faire comme lui et se déplacer pour s'informer.

Le délégué lui a fait alors remarquer que pour lui c'était facile car il travaillait au lieu de travail principal, là où se trouve le panneau d'affichage officiel, mais pour les employés qui travaillent ailleurs, ce n'est pas si pratique.

Aussitôt le directeur crie à l'insolence, « lui a travaillé partout, il s'informe partout... » puis il arrête la réunion.

Le lundi suivant le délégué reçoit une notification par huissier lui informant qu'il est mis à pied pour trois jours pour insolences répétées dans les réunions de délégués.

C'était la première partie de la provocation.

La deuxième partie avait lieu le jeudi 20 décembre, jour de son retour au travail.

A 11 heures 15, soit un quart d'heure après sa reprise de travail, son chef de service lui demande, au nom du directeur de lui fournir chaque jour le détail de tout ce qu'il a fait.

Il demande confirmation de cet ordre, qui ne s'adresse qu'à lui, par écrit. Vers midi le directeur l'expulse de son bureau, à grands cris, le met à pied et demande son licenciement.

Le Comité d'entreprise (tous appartiennent au syndicat maison affilié à la C.F.T.) est appelé à se prononcer lundi 24 décembre sur la demande de licenciement.

Le délégué y fait une déclaration où il dénonce la politique systématiquement antisyndicale, antisociale, et les méthodes brutales et terroristes de la direction, il démontre également le mécanisme de la provocation en restituant la vérité.

Le directeur fait alors un chantage scandaleux : il dit aux membres du C.E. : de deux choses l'une.

— Ou bien vous prononcez le licenciement,

— Ou bien le délégué reste chez Calberson et dans ce cas j'envisage 180 licenciements.

Le Comité d'entreprise a voté le licenciement.

Voilà comment on licencie un délégué, à coups de provocations, de mensonges grossiers et de chantage.

Inutile de dire les moyens d'intimidations énormes qui sont utilisés contre les travailleurs pour qu'ils ne s'opposent pas à ce « licenciement scandaleux ».

Mais les syndicalistes C.G.T. de chez Calberson sont bien décidés à poursuivre la lutte pour la réintégration du délégué du personnel. Ils affirment en effet leur volonté de populariser ce licenciement scandaleux et de s'appuyer sur l'ensemble des travailleurs de la région.

Non au terrorisme patronal !
Réintégration du délégué licencié !

Correspondant « H.R. »
LE MANS

Non à l'augmentation au foyer de jeunes travailleurs de Gennevilliers

Non à l'augmentation au foyer des jeunes travailleurs à Gennevilliers (77 rue Henri-Barbusse).

Les résidents refusent de payer la nouvelle augmentation qui survient après celle de septembre 1973. Elle est inadmissible :

- En 1972 la chambre à un lit était de 420 F ;
- En septembre 1972 : 445 F ;
- En janvier 1973 : 460 F ;
- En septembre 1973 : 480 F ;

Que s'est-il passé après septembre 1973 ? L'augmentation de septembre 20 F + 2 tickets de repas en moins soit en tout 30 F n'a pas suffi ?

La direction nous demande d'accepter de payer 60 F en plus soit 60 F + 30 F = 90 F en cinq mois.

A ce train-là la direction peut nous augmenter tous les cinq mois d'une pareille somme. Avec un prix de pension de 540 F cela fait un des foyers les plus chers de France. La gestion est mauvaise : des millions partent chaque année du foyer vers le siège central : l'ABEFO. Elle considère la situation comme normale, 60 F d'augmentation c'est normal pour eux. Le jeune travailleur doit payer sans rien dire ses 18 m² de chambre à 400 F (solution proposée par la direction).

Mais nous ne sommes pas responsables de leur gestion. En conséquence des commissions sont formées pour faire connaître les problèmes actuels et se mobiliser pour ne pas payer solidairement cette augmentation.

La situation s'annonce difficile car

l'équipe de direction veut nous faire payer en janvier après les fêtes de fin d'année où chacun des résidents repart chez lui.

C'est à nous de nous montrer solidaires et actifs afin de lutter contre les manœuvres de la direction.

Nous devons être prêts en janvier à répondre tous contre cette augmentation de 60 F ! (jamais tel taux d'augmentation n'avait été appliqué en cinq mois : 20 %).

Les délégués des résidents

IL Y A DIX ANS...

Il y a dix ans, 250 mineurs de Trieux passaient Noël au fond de la mine pour lutter contre les licenciements. C'était leur 73^e jour de grève.

N'ayant que des informations tirées de journaux bourgeois, nous ne pouvons pas faire un récit précis et juste de cette lutte. Mais saluons le courage de ces mineurs qui n'ont pas accepté les 258 licenciements que les patrons voulaient leur imposer, et qui ont occupé le fond de la mine, à 252 m sous terre, pendant 79 jours.

Correspondant HR.

ATTENTATS RACISTES

La riposte s'amplifie

TRAVAILLEURS



Marseille : un meeting unitaire, enthousiaste

Le vendredi 21 décembre a eu lieu à Marseille à l'appel du « Travailleur tunisien marxiste-léniniste », de la « Gauche révolutionnaire marxiste-léniniste » et de « l'Humanité Rouge » un meeting de protestation contre l'odieux attentat du Consulat d'Algérie à Marseille et de soutien au Peuple algérien.

Après que le président de séance eut apporté le salut au meeting des travailleurs blessés dans l'attentat rencontré le matin même, le camarade CASTAN prononça une intervention au nom de « l'Humanité Rouge », suivi de celles du camarade du « Travailleur Tunisien », de la « Gauche Révolutionnaire M.-L. », de la « Commission immigrés de la CFDT » puis du Délégué régional de « l'Amicale des Algériens en Europe ».

Dans son intervention le camarade du « Travailleur Tunisien » rappela la situation des travailleurs immigrés en France et les luttes qu'ils ont engagées ces dernières années tandis que le camarade de la « Gauche révolutionnaire » s'attachait à retracer la riche tradition de lutte internationaliste du Proletariat français et du prolétariat marseillais en particulier, depuis la guerre du Rif, rappelant fort à propos la lutte des travailleurs du port de Marseille contre le départ du Corps expéditionnaire français en Corée et la comparant à la trahison révisionniste au moment de l'héroïque guerre de libération du peuple algérien.

Après avoir salué avec chaleur, en scandant « Solidarité au Peuple algérien », l'intervention du représentant de « l'Amicale des Algériens en Eu-

NOS VŒUX POUR LES BLESSES ALGERIENS

Déjà par trois fois nos militants de Marseille ont rendu visite aux frères algériens blessés, en traitement à l'hôpital de la Timone. Ils leur ont apporté l'assurance de notre solidarité totale envers eux.

A ces visites, nous tenons à ajouter dans le présent numéro nos souhaits de prompt rétablissement, à l'occasion de la nouvelle année qui s'ouvre, mais aussi de l'Aid qui commence sous peu et qui est une fête solennelle pour tous les travailleurs immigrés algériens comme pour leurs familles restées en Algérie.

TEMOIGNAGE

Deux délégués CFDT accusent

« Après la dispersion violente par la police des travailleurs immigrés à la fin de l'enterrement, nous nous sommes rendus à l'hôpital Sainte-Marguerite où les blessés avaient été transportés »

Arrivés là, quelle ne fut pas notre surprise de voir un policier, se prétendant de la Sûreté, qui interrogeait un travailleur immigré blessé au bras et au visage dans une salle attenante aux urgences.

Avec un jeune Français qui avait été blessé lui aussi, nous avons exigé que cet homme soit soigné avant d'être interrogé. Après intervention de l'interne de garde, ceci fut fait.

Peu de temps après, un autre immigré qui avait été plâtré sortit de la salle des urgences. Pressentant un mauvais coup de la police, l'un de nous le suivit. Effectivement ce même policier attrapa le travailleur au bras en lui disant : « Monte dans la voiture, on t'emmène pour te soigner. » (sic !)

Le militant CFDT s'interposa bien entendu, arguant de sa qualité d'externe des hôpitaux et de délégué au conseil de l'Université.

Ceci provoqua une altercation avec le policier qui finit par lâcher le travailleur algérien. Le militant l'emmena alors aux urgences où, devant les risques encourus (expulsion) l'interne décida son hospitalisation.

Le policier revint encore à la charge, prétendant cette fois, avec un aplomb qui nous laissa pantois « qu'il voulait l'emmener à l'évêché pour lui faire connaître ses droits puisqu'il avait été blessé par la police ». Une nouvelle altercation verbale s'ensuivit avec le policier ; celui-ci finit par s'en aller définitivement.

Ce fait est grave, il illustre bien à quel point la police peut se livrer sur des travailleurs immigrés à des intimidations inadmissibles.

En tant que délégués au conseil de la faculté de médecine nous protestons contre la transformation d'un service d'urgences en annexe de commissariat.

Nous appelons les externes des hôpitaux et les étudiants en médecine à faire grève : mardi 18 décembre en protestation contre l'attentat et à participer au meeting appelé par les comités de lutte et l'AGEM-UNEF à 17 heures fac Saint-Charles.

Marc WLUCZKA
Délégué DCEM 3 (CFDT)
Georges BORGES DA SILVA
Délégué DCEM 4 (CFDT)
Tract publié par l'UD-CFDT de Marseille)



Le représentant de l'Amicale lors de son intervention.



Le camarade Alain Castan à la tribune.

DIJON : " l'ennemi n'est pas le travailleur ou le pays exploité, mais l'exploiteur "

Jeudi 20 décembre, à l'initiative de l'Humanité Rouge, rejointe par Témoignage Chrétien, Libre Pensée et UCF, une manifestation contre les crimes racistes, a parcouru les rues de Dijon, regroupant environ 150 personnes.

APRES L'ATTENTAT DE MARSEILLE

Déjà, le samedi 15 décembre, les militants marxistes-léninistes de Dijon avaient massivement distribué un tract de solidarité au peuple algérien, dénonçant les crimes fascistes de Marseille et la fascisation du régime, et des communiqués de presse furent envoyés aux journaux locaux (1).

Mais à un tel crime, il fallait une riposte de masse. Aussi les militants de l'H.R. prirent-ils l'initiative de contacter diverses organisations progressistes et anti-racistes de Dijon, pour préparer une éventuelle manifestation.

Ils durent vite se rendre compte qu'il ne fallait pas trop compter sur certains : « Rouge », embourbé dans ses querelles internes, ne « pouvait prendre de décisions ». Le PSU refusait à deux reprises de se joindre à cette initiative, oubliant ses professions de foi anti-racistes.

Toutefois la décision fut prise par les quelques organisations qui restaient : à un tel crime, il fallait ré-

pondre du mieux que l'on pouvait, il fallait appeler à une manifestation. Ce qui fut fait.

L'U.D.-C.F.D.T., sans être signataire de l'appel, soutenait cette initiative et appela ses adhérents à participer à la manifestation. Les révisos de la CGT eux voulaient bien d'une manifestation, mais à la fois anti-raciste et de soutien aux militants espagnols emprisonnés, tout ceci sous l'égide d'un pseudo « comité de défense des libertés » et bien sûr à une date indéterminée !

LA MANIFESTATION

Jeudi 20, à 18 h 30, c'est près de 150 personnes qui se rassemblèrent place Darcy, au centre ville.

Beaucoup de jeunes certes, mais aussi beaucoup de travailleurs qui pensent avec nous que le fascisme doit s'écraser dans l'œuf, quelques travailleurs immigrés, sans toujours entrer dans la manifestation vinrent voir comment elle se déroulait.

La manif descendit la rue de la Liberté, reprenant des mots d'ordre anti-racistes et anti-fascistes. Derrière une banderole commune aux quatre organisations signataires de l'appel, on pouvait voir une large banderole de l'H.R., reprenant en français et en arabe, le mot d'ordre :

« rope », les participants au meeting se séparaient en scandant : « A bas le racisme qui divise les travailleurs », « Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière ».

Ce meeting qui a marqué une nouvelle étape dans l'unité de combat des travailleurs français et immigrés, algériens en particulier, doit également être considéré comme un nouveau succès des organisations qui se réclament du marxisme-léninisme qui, en renforçant leur unité, portent des coups sévères aux révisionnistes et à leurs pantins trostkystes.

Le contenu des interventions prononcées à ce meeting a été publié dans notre précédent numéro.

Correspondant H.R.

« Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière. » Une délégation de Lutte Ouvrière s'était jointe à la manifestation.

A la dispersion, un camarade réexpliqua dans une courte intervention, le sens de cette action. A noter au passage l'attitude crapuleuse du groupuscule ultra-gauchiste Front-Rouge, qui essaya à l'aide d'une sono, de couvrir cette prise de parole. Le camarade avait en effet le tort de ne pas expliquer que le responsable de l'attentat, c'est la CIA, explication qui arrangerait bien la bourgeoisie impérialiste française qui a pour le moins inspiré, par une campagne raciste effrénée, ces attentats et n'a rien fait pour « trouver » leurs auteurs !

Cette manifestation n'a certes pas regroupé beaucoup de monde. Mais compte tenu de la désertion de nombre d'organisations « progressistes », c'est un succès de la ligne contre le racisme, pour l'unité de la classe ouvrière, c'est un nouveau pas dans la lutte contre la fascisation.

Correspondant Dijon

(1) A noter que les journaux locaux ont également reproduit un communiqué du « Comité du Parti » de Dijon du P.C.M.L.F. que nous reproduisons ci-contre :

Balayer le racisme,

C'EST L'AFFAIRE de la CLASSE OUVRIERE TOUTE ENTIERE!

La main des criminels racistes ne désarme pas. Au lendemain de la tuerie de Marseille, ce sont deux femmes de ménage algériennes qui sont mitraillées dans la camionnette de l'entreprise qui les emploie.

La nuit de Noël, un jeune Algérien est abattu à bout portant dans une salle de bal. A Toulon une dispute a lieu dans un bar. La patronne épaule un fusil et tire : un consommateur algérien tombe, mortellement blessé.

A Roubaix, une bande s'attaque à un passant algérien. Ensanglanté, il se réfugie dans un café arabe dont le propriétaire appelle la police : son café est saccagé, les clients grossièrement insultés. La police arrive et embarque les agresseurs. Quelques heures après ils sont remis en circulation, à nouveau libres d'agresser, de frapper, de tuer.

Au cours de cette dernière affaire, la municipalité « socialiste » de la ville affiche une attitude si basement raciste que le consul d'Algérie, indigné, s'écrie publiquement qu'« elle n'a de socialiste que le nom ! » Quoi d'étonnant à cela quand on sait que l'un des ténors du P.S., Gaston Defferre, maire de Marseille, s'affiche aux manifestations sionistes de la ville, mais refuse de recevoir l'ambassadeur d'Algérie venu le voir et ne daigne même pas se déranger pour venir assister à la levée des corps des victimes de l'attentat du Consulat.

Et pourquoi les criminels racistes se généraient-ils ? Ne sont-ils pas en permanence encouragés, protégés ? Un seul d'entre eux a-t-il été arrêté, inculpé, condamné ? Non, pas un seul ! Pourtant, aux lendemains de l'attentat



Strasbourg

Le racisme qui divise

Un ouvrier arabe était venu rendre visite à un de ses amis qui logeait dans un foyer de travailleurs immigrés. Au cours de l'après-midi il fut pris d'une violente crise. Les travailleurs du foyer ont alors téléphoné à une ambulance pour qu'il soit transporté à l'hôpital, examiné et soigné. L'ambulance arriva et ayant pris connaissance des faits, les ambulanciers refusèrent de se charger du travailleur arabe en disant : « Nous n'avons plus assez d'essence pour le transporter. »

Voilà un exemple du racisme existant chez certains travailleurs français et qui n'est que le résultat de l'odieuse campagne raciste orchestrée par le gouvernement et tous les journaux, radios, télévision à sa solde. Une crise très sérieuse s'amorce partout dans le monde capitaliste et il faut bien trouver des responsables, des boucs émissaires pour détourner sur eux la colère du peuple.

juste titre par les pays arabes dans leur lutte contre l'Etat sioniste d'Israël.

Les capitalistes voudraient nous faire croire que c'est à cause des restrictions de pétrole que la France connaît des difficultés — alors que la France n'est pas touchée par les restrictions ! La panique qui s'est emparée du gouvernement à la solde des capitalistes devant la montée d'une crise qu'il ne peut plus cacher le conduit à mentir effrontément.

Les travailleurs français ne doivent pas tomber dans ce piège grossier du racisme et de la division. Les pays arabes et le peuple palestinien qui luttent contre l'impérialisme sont nos amis et nos alliés. L'ennemi n'est pas si loin, il est dans notre pays, c'est la bourgeoisie exploiteuse qui veut faire payer aux travailleurs la crise du système capitaliste.

Correspondant « H.R. »

Strasbourg

de Marseille, Marcellin, solennel, déclarait que sa police « déploierait le maximum d'énergie pour éclaircir cette affaire ». Un mois après, rien de nouveau, l'enquête piétine.

Pas une inculpation non plus contre les torchons racistes du genre « Minute » qui ne cessent de vomir leur fiel et leur haine.

C'est que le venin raciste arrange trop bien les affaires des exploiters. Non contents de le tolérer, ils l'insultent eux-mêmes discrètement et se trottent les mains quand cela semble « prendre ». Pour cela tous les moyens sont bons : les campagnes orchestrées, les travailleurs éparpillés par nationalités différentes sur la chaîne, les attentats et les crimes. Tout est bon pourvu que cela divise ceux que l'exploitation écrase sous le même joug.

A cette manœuvre, sachons appliquer la riposte qu'elle mérite. Déjoignons les plans de l'ennemi de classe en travaillant sans cesse à unir entre eux tous les prolétaires de France, quelle que soit leur nationalité. Proclamons bien haut que balayer le racisme n'est pas seulement l'affaire de ceux qui en sont directement les victimes, mais bien celle de la classe ouvrière toute entière, Français et immigrés fraternellement unis, car il en va de sa capacité de combat, de sa force, de l'avenir de ses luttes.

En dénonçant la trahison du P.C.F. révisionniste dont les faibles protestations ne se traduisent par aucune proposition d'action, passons résolument à l'offensive dans l'initiative de la lutte contre le racisme, pour l'unité de combat de la classe ouvrière.

Un ouvrier tunisien nous écrit

Camarades de « H.R. »,
Camarades ouvriers,
Grâce à votre journal révolutionnaire je m'exprime à propos de l'attentat commis récemment contre le Consulat général d'Algérie à Marseille. Ces fascistes sont soutenus par la bourgeoisie nationale française et par ses filices. Ces groupes fascistes se développent de plus en plus ; ils n'ont que la haine au cœur envers les Arabes immigrés. A leur tête se trouve Marcellin.

Les victimes sont étrangères et une fois de plus on ne trouve pas leurs assassins. Si vraiment Marcellin voulait faire quelque chose pour les travailleurs immigrés, comme il le dit, il aurait pu arrêter la campagne raciste des mois d'août-septembre.

Attentat raciste en Bretagne

Camarades !

A nouveau l'ignoble propagande raciste a fait son œuvre ; Mohamet Zebidi, en déplacement à Montoir-de-Bretagne (près de Saint-Nazaire) a été la victime d'un nouvel attentat : son état est grave.

Le venin raciste diffusé par le pouvoir fascisant s'infiltré chez les travailleurs français. Opposer les travailleurs français aux travailleurs immigrés pour diviser la classe ouvrière, tel est le but de la bourgeoisie fascisante.

Camarades ! pour l'unité des travailleurs immigrés-français, pour l'unité de la classe ouvrière de France, pour l'unité prolétarienne et populaire, IL FAUT RENFORCER LA LUTTE ANTI-RACISTE !!!

A bas la propagande raciste !

A bas le racisme, arme du capital pour diviser le prolétariat !

Un lecteur de l'« H.R. »

Ceux-là aussi dorment sur leurs deux oreilles car ils n'ont rien à craindre des filices de Marcellin.

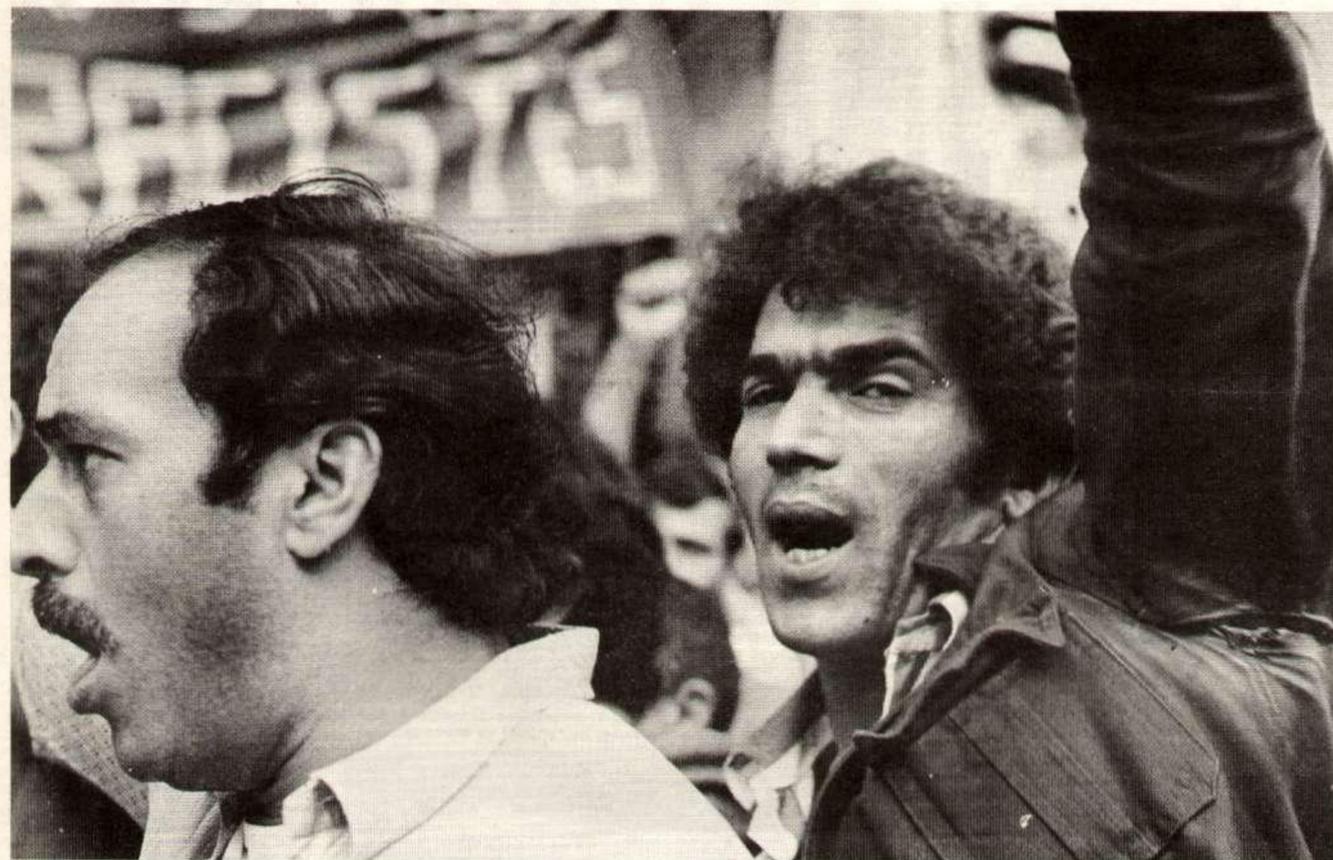
En concluant, je dis qu'en France les immigrés sont considérés comme sans valeur. Vivre, crever, c'est la même chose pour le gouvernement français.

On en a assez des condoléances et des regrets !
Que l'on cesse d'assassiner nos camarades !

Camarades ouvriers conscients, fidèles aux principes du prolétariat, soyons solidaires contre l'ennemi commun !

Non au racisme ! Non aux assassins ! Français, immigrés, même combat !

Un ouvrier marxiste-léniniste tunisien



IVRY-VITRY :

UNE JUSTE INITIATIVE

Camarades,

Nous vous faisons parvenir la photocopie d'une déclaration que des représentants des C.D.H.R. d'Ivry et de Vitry sont allés lire au consulat d'Algérie qui se trouve à Vitry pour protester contre l'attentat de Marseille.

Cette déclaration, que nous n'avons malheureusement pas eu la possibilité matérielle de diffuser en même temps sous forme de tract à Vitry — comme nous en avions l'intention —, était adressée « aux représentants officiels des travailleurs algériens à Vitry » que sont les fonctionnaires du consulat.

Nous tenons à signaler que cette initiative a été bien comprise et approuvée par plusieurs travailleurs algériens avancés que nous connaissons. Ils trouvent utile que nous entretenions des relations avec le consulat, à une semblable occasion, dans la mesure où il s'agit de représentants du peuple algérien. Ils estiment bien entendu indispensable que ce soit fait sans aucune ingérence dans les affaires intérieures du peuple algérien.

Le consul a écouté attentivement notre déclaration et nous en a remerciés. Il nous a dit en substance que l'impunité dont jouissaient les assassins racistes prouvait de deux choses l'une : soit que la police française était bien faible pour ne pas pouvoir les arrêter, soit qu'elle ne s'était pas beaucoup attachée à les retrouver.

Nous avons convenu de venir le voir à nouveau s'il se passe encore des choses de ce genre afin d'établir une collaboration fructueuse entre les forces antiracistes.

Nous vous communiquons également le texte d'un tract du « Comité de lutte Français-immigrés » d'Ivry-Vitry auquel nous participons activement, avec d'autres militants antiracistes, dans l'esprit d'expliquer politiquement l'origine du racisme et la nécessité pour tous les travailleurs de s'unir et de se rassembler pour lutter contre lui et contre la bourgeoisie impérialiste qui nous opprime.

C.D.H.R. Vitry.

Tract du comité de lutte Français-Immigrés

A BAS LES CRIMES RACISTES-FASCISTES !

Les 4 morts du consulat d'Algérie à Marseille s'ajoutent à une longue liste : près de 200 ouvriers immigrés ont été massacrés en France depuis 3 ans. Rien qu'à Ivry-Vitry l'été dernier, un ouvrier portugais a été tué et de nombreux ouvriers algériens ont été blessés, notamment lors d'agressions contre des cafés.

Quels que soient les groupes racistes qui commettent ces crimes, c'est la bourgeoisie qui les inspire par la campagne raciste à laquelle elle se livre depuis longtemps.

En ce moment elle l'alimente avec la crise du pétrole. Elle cherche à nous faire croire que c'est à nous, travailleurs, que nuit la lutte des pays producteurs, dont les pays arabes.

C'EST CONTRE L'IMPERIALISME QUE LUTTENT LES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE !

Le pétrole est une source de superprofits scandaleux pour les compagnies pétrolières et les Etats impérialistes :

Le litre de super vendu actuellement 1,35 F rapporte 90 centimes à l'Etat fran-

çais et seulement 9 centimes au pays producteur. Pourtant, c'est dans le sol de ce pays que se trouve le pétrole !

Depuis 3 mois, les Etats producteurs ont multiplié par 4 leurs bénéfices sur le pétrole. Mais ça ne leur fait encore que 7 dollars le baril, alors qu'à la revente c'est presque 11 dollars qu'empochent en moyenne les Etats européens.

La seule raison à ces superprofits scandaleux, c'est une raison impérialiste : la raison du plus fort !

Les pays producteurs ont raison de lutter contre l'oppression pour récupérer leurs richesses nationales !

C'EST DE LEUR COTE QU'EST L'AVENIR !

L'époque où la bourgeoisie des pays impérialistes croyait pouvoir piller tranquillement et pour l'éternité les richesses des pays colonisés et néocolonisés est bien finie. Après l'immense Chine devenu socialiste, après les petits pays d'Indochine, bien d'autres peuples et pays opprimés ont fait plier le genou à l'impérialisme.

LA CRISE DE L'IMPERIALISME S'AGGRAVE !

En France comme dans les autres pays impérialistes, le POUVOIR veut faire supporter les conséquences de la crise aux travailleurs : il veut sauvegarder les profits des monopoles par la vie chère, les licenciements, le chômage.

Face au mécontentement, il accentue sa politique de répression, inspire des attentats racistes-fascistes. Il cherche à détourner le mécontentement des travailleurs français sur leurs frères de classe immigrés en propageant le racisme.

FACE AUX MANOEUVRES DU POUVOIR AYONS UNE ATTITUDE DE CLASSE !

La bourgeoisie impérialiste qui pille les peuples et pays du tiers monde est aussi celle qui nous opprime.

La lutte des nations et peuples opprimés va dans le même sens que la nôtre car nous avons les mêmes intérêts :
ABATTE L'IMPERIALISME, NOTRE ENNEMI COMMUN.

Quand les peuples et pays arabes luttent pour récupérer LEURS richesses nationales nous devons les soutenir !

Quand le pouvoir cherche à nous faire supporter les conséquences de SA crise, nous devons le combattre !

A BAS LE RACISME ARME DE LA BOURGEOISIE !

En propageant le racisme, le pouvoir emploie une arme qui est aussi vieille que l'exploitation : diviser pour régner !

LE RACISME EST UNE ARME DE DIVISION DE LA CLASSE OUVRIERE !

L'impérialisme a réduit à la misère par son pillage des pays entiers. Leurs habitants sont obligés de s'expatrier pour aller gagner leur pain et celui de leur famille. Ces ouvriers qui travaillent et sont exploités comme nous, et même pire, font partie de la classe ouvrière de notre pays. Ils devraient avoir les mêmes droits !

En prêchant le racisme, la bourgeoisie poursuit un double but :

— Détourner la colère des travailleurs français contre leurs frères de classe immigrés ;

— Terroriser les ouvriers étrangers pour qu'ils n'osent même plus se servir du peu de droits qu'ils ont et lutter dans les grèves avec les Français.

L'UNION FAIT LA FORCE !

La force des travailleurs, c'est l'unité de la classe ouvrière ! Tous unis, nous vaincrons !

Nous appelons tous les travailleurs français et immigrés qui le comprennent à renforcer leur unité.

A BAS LA BOURGEOISIE IMPERIALISME QUI NOUS OPPRIME !

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

Travailleur français, algérien, espagnol, tunisien, portugais, marocain, malien, etc., de quelque nationalité que tu sois, si tu veux contribuer à renforcer avec nous l'unité de la classe ouvrière qui travaille en France, rejoins notre comité !

Comité de lutte français immigrés Ivry-Vitry.

COLERE ET INDIGNATION EN ALGERIE

UN ATTENTAT POLITIQUE

(Editorial de « l'Algérien en Europe »
reproduit par « El Moudjahid »)

L'attentat terroriste perpétré contre le consulat général d'Algérie à Marseille est l'œuvre de professionnels. La puissance de la charge utilisée, l'heure et le lieu choisis, la volonté manifeste de faire un carnage, de tuer et de mutiler un maximum de personnes, tout ceci concourt à prouver qu'il s'agit là de l'exécution d'une mission.

Or, les missions ne sont jamais inspirées par des particuliers. C'est une volonté politique qui est à l'origine du carnage du consulat algérien de Marseille. Les mobiles sont clairs : créer l'irréparable entre l'Algérie et la France.

Le rôle éminent joué par notre pays lors de la Conférence des non-alignés et du dernier « sommet » arabe, l'ardeur militante manifestée par nos dirigeants sur les fronts politique, diplomatique et économique dans le combat que mène la nation arabe pour sa libération, voilà ce qui était visé à travers les corps déchiquetés des travailleurs algériens tombés dans notre consulat à Marseille.

Aussi, de quelque côté que l'on se tourne, on ne peut manquer de voir (directement ou indirectement) la main du sionisme derrière ce forfait. Car à qui profite le crime ?

Il profite à ceux qui veulent envenimer les relations de la France avec le monde arabe. C'est-à-dire à Israël, aux sionistes français et aux forces fascistes et réactionnaires de ce pays qui poursuivent, à l'évidence, un but bien précis.

Qu'il ait été inspiré sur place ou téléguidé d'ailleurs, le massacre qui s'est déroulé dans le consulat algérien de Marseille engage directement la responsabilité du gouvernement français. Il lui appartenait, il lui appartient d'assurer la protection des représentations diplomatiques et consulaires algériennes. Il ne l'a pas fait. Le résultat est là : encore une fois, du sang innocent a coulé.

S'agissant des autorités de Marseille, on ne peut s'empêcher de penser que leur attitude confine à la complicité. Alors que le consulat israélien est protégé (contre qui ?)



A Alger, en présence du président Boumédiène, cérémonie à l'arrivée des corps des victimes de l'attentat de Marseille.

par la police 24 h sur 24, le nôtre, autrement plus exposé, ne bénéficiait d'aucune protection, comme si l'on cherchait à faciliter la tâche aux tueurs. Il s'agit là, il faut bien l'avouer, d'une étrange coïncidence.

Cette passivité, pour ne pas dire plus, des autorités de Marseille, est également illustrée par le fait qu'aucun des assassins des travailleurs algériens tués durant le mois d'août n'a été arrêté. N'est-ce pas là un encouragement direct au meurtre ?

Il est vrai que la haine de l'Arabe et de l'Algérien n'est pas l'apanage de Marseille exclusivement. Est-il besoin de rappeler que la presse raciste (*Minute* entre autres) a continué sa campagne anti-algérienne alors qu'elle était théoriquement poursuivie pour les appels au meurtre qu'elle a lancé au mois d'août dernier ? Bien plus, prenant prétexte de la prétendue crise pétrolière, les moyens d'information français, ORTF compris et à de rares exceptions près, n'ont-ils pas créé depuis deux mois un climat de haine anti-arabe rarement égalé ? Les organisations fascistes, un moment désarçonnées par la riposte des forces démocratiques, n'ont-elles pas repris leur campagne contre la prétendue « immigration sauvage » ?

Il devenait évident dans ces conditions que les ennemis de la coopération algéro-française et franco-arabe ne tarderaient pas à se manifester.

Nous écrivions dans notre dernier éditorial que « l'émigration algérienne risquait encore une fois de faire les frais du climat anti-arabe ainsi créé ». Nous étions cependant loin de penser que le crime serait aussi horrible et aussi lâche. Que la tuerie serait aussi sauvage.

Depuis août dernier, il est de notoriété publique que les agresseurs (quel qu'ils soient) des travailleurs algériens bénéficient de complicités auprès de cercles proches du pouvoir. Le gouvernement français va-t-il enfin porter le fer dans la plaie ? A-t-on conscience ici que le dernier lien entre l'Algérie et la France est notre émigration ? Le président Boumédiène a déclaré à ce sujet au mois de septembre : « Si le conflit venait à se produire autour des hommes, ce serait là l'étincelle qui déclencherait le feu ».

La passivité, la complaisance, voire la complicité avec les assassins vont-elles se poursuivre ? Il y va à court terme de l'avenir des relations de la France, non seulement avec notre pays, mais avec les nations qui nous sont proches.

En attendant, que les assassins, que leurs inspireurs, que leurs complices, que ceux qui les couvrent, que ceux qui se taisent sachent que le sang innocent injustement répandu ne sèche jamais et qu'il finit toujours par rejaillir sur ceux qui l'on fait couler.

LA PROTESTATION DES RESIDENTS FRANÇAIS

« Français résidant en Algérie, l'attentat du 14 décembre 1973 contre le Consulat d'Algérie de Marseille nous indigne et nous révolte. Nous constatons que cet acte, plus atroce et plus inquiétant que ceux qui l'ont précédé est la suite d'une série de meurtres sciemment commis et restés impunis jusqu'à ce jour.

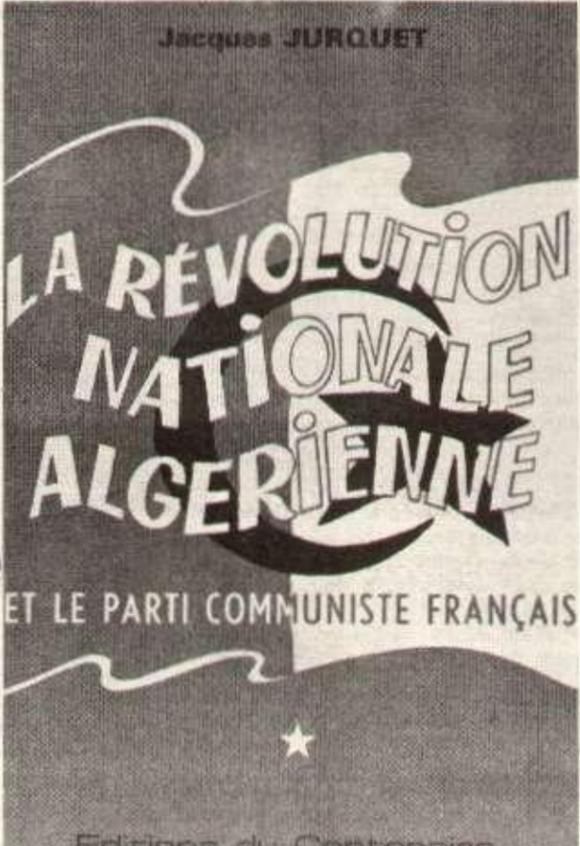
« Les autorités françaises tant gouvernementales que locales n'ont cessé de déclarer que de tels faits ne relevaient pas du racisme. L'attentat du 14 décembre démasque la mauvaise foi de tels propos.

« En niant le caractère raciste et

précisément anti-algérien de ces faits, en tolérant la lenteur et l'inefficacité des enquêtes policières, favorisant l'impunité des assassins, ces autorités portent une grave responsabilité.

« Comme le gouvernement algérien garantit et assure la sécurité des citoyens français qui se trouvent en Algérie, nous exigeons que le gouvernement français garantisse et assure la sécurité des travailleurs algériens et de leurs représentants qui résident en France et qu'il sanctionne sévèrement et rapidement les coupables et leurs complices ainsi que les autorités responsables. »

Jacques JURQUET



**LA RÉVOLUTION
NATIONALE
ALGERIENNE**

ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Editions du Centenaire

Vient
de
paraître
à E-100

De 1920 à 1962, le Parti communiste français a-t-il trahi les principes léninistes sur la question nationale ?

Jacques Jurquet s'est attaché à répondre à cette question en limitant ses recherches au cas de l'Algérie. Son étude comporte 4 tomes (1847-1920, 1920-1939, 1939-1954, 1954-1962).

Le 1^{er} tome :

« Positions du mouvement ouvrier français et international sur les questions coloniales et l'Algérie avant la naissance du Parti communiste français » vient de paraître.

L'exemplaire : 18 F.

Passez vos commandes à E. 100
B.P. 120, 75962 Paris Cédex 20.

Les câbles de Lyon (Gennevilliers) DÉTERMINATION DES OUVRIERS ET SOUTIEN DE LA POPULATION



Depuis le 22 novembre, les 300 ouvriers (en majorité des travailleurs immigrés) des Câbles de Lyon (Gennevilliers) sont en grève pour obtenir satisfaction sur leurs trois revendications :

- A travail égal, salaire égal ; même classification pour un travail identique. Dans un « dossier d'information », les grévistes montrent comment le patron utilise les différences de salaire — jusqu'à un franc par heure pour un même travail — afin de faire accélérer les cadences, de semer la méfiance entre les ouvriers, etc.

- 50 centimes d'augmentation pour tous ;

- Reconnaissance de la section syndicale C.F.D.T. qui vient d'être créée.

La grève est organisée démocratiquement. Un comité de grève élu élabore des propositions et les présente à l'A.G. des ouvriers, qui se réunit chaque jour et qui est seule habilitée à prendre des décisions. D'autre part, un comité de soutien regroupant les organisations progressistes du secteur aide le comité de grève, sous sa direction, dans le travail de popularisation de la lutte.

Le déroulement de la grève

Les travailleurs des Câbles n'ont pas affaire à un petit patron : leur usine fait partie du trust C.G.E., dont le patron, un certain A. Roux, réputé pour sa dureté, est décidé à ne rien lâcher. Et il a déployé de multiples efforts pour faire céder les ouvriers.

D'un côté, il promet des négociations, l'examen des revendications — à condition que le travail reprenne — et fait traîner les choses en longueur, dans l'espoir que la grève pourrisse.

D'un autre côté, il a recours à des mesures d'intimidation et à la répression juridique et policière.

Pour faire évacuer l'usine occupée dès le début, il fait convoquer huit grévistes devant le tribunal, qui a donné l'ordre d'évacuer. Ce qui fut fait. Mais deux jours plus tard, l'usine était réoccupée plus massivement encore qu'auparavant, les ouvriers ayant constaté que leur paie de novembre était amputée de 350 F en moyenne.

— Dans la nuit du 23 décembre,

le patron a fait appel aux C.R.S. qui ont investi l'usine.

— Nouvel appel du patron à la reprise du travail le 26 décembre : seule la maîtrise rentre à l'usine. Les ouvriers sont décidés à poursuivre leur grève.

Un soutien de plus en plus important

La détermination des ouvriers des Câbles a été encouragée par un soutien toujours plus large.

— Dès le début, des milliers de tracts sont diffusés et des collectes sont organisées sur les marchés de Gennevilliers et à la porte des usines du secteur. Les travailleurs de Lip apportent également un important soutien financier aux grévistes.

— Des contacts sont pris avec la Mairie de Gennevilliers qui donne les repas de midi et accorde un soutien aux grévistes qui habitent dans la commune.

— Le comité de grève informe les autres usines du trust de la lutte (Glichy, Bezons).

Pour riposter à l'occupation par les C.R.S., les ouvriers ont organisé, le jeudi 27 décembre, une manifestation dans les rues de Gennevilliers. Tout au long du cortège, qui regroupait environ quatre cents personnes dont de très nombreux travailleurs immigrés, les mots d'ordre des grévistes étaient repris : « Français, immigrés, une seule classe ouvrière ! », « C.G.E., Joint Français, Alsthom, Les Câbles, solidarité ! », « A travail égal, salaire égal ! », etc.

Et dans la soirée s'est tenu un gala de soutien aux Câbles, à la Maison pour Tous de Gennevilliers. Trois cents personnes étaient présentes — principalement des travailleurs immigrés et aussi français. Les grévistes ont présenté leurs revendications, expliqué le fonctionnement et le déroulement de la grève, insisté sur l'importance du soutien à la lutte contre un patron puissant et dur. Des groupes musicaux — en particulier un groupe de travailleurs marocains — venus bénévolement pour soutenir les Câbles, ont agrémenté cette soirée.

Renforçons notre soutien aux Câbles de Lyon !

Correspondant « H.R. »

N.B. : (Au comité de soutien participent : Rouge + E.E., H.R., F.R. + C.A.C.F., ASTI, P.S.U., Révo !...)

Classe contre classe dans les entreprises

Abattoir Doux à Pedervec GRÈVE DEPUIS LE 4 DÉCEMBRE

L'entreprise se situe entre Guingamp et Lannion. Le travail consiste en l'abattage et l'emballage de poulets pour l'exportation. Elle fait partie d'un trust qui possède trois boîtes identiques en Bretagne. Dans chacune, une centaine d'ouvriers y travaillent. A Châteaulin, ce sont des travailleurs immigrés.

C'est la première grève depuis la création de l'entreprise en septembre 72, et la création de la section syndicale en mars 73. Les grévistes, ouvriers d'origine paysanne, n'ont aucune tradition de travail en usine ni de lutte.

Conditions de travail

Travail à la chaîne, dans l'eau et la saleté.

Aucun siège dans l'usine où il y a 70 % de femmes, à part celui du directeur et celui de la secrétaire.

Les cadences sont infernales : 4 800 poulets à l'heure — 1 poulet 1/2 à la seconde. Dernièrement, elles ont été augmentées, mais pas la paye.

Pas de règlement intérieur : mise à pied pour un rien, ce qui entraîne la suppression de la prime. En principe, dix minutes de pause par demi-journée, qu'il est impossible de prendre surtout à l'emballage. Les horaires de travail ne sont pas fixes, ils varient selon les arrivages de six à dix heures par jour. Les ouvriers sont appelés à commencer ou à terminer le travail par un coup de sifflet du contremaître.

Salaires

Pour quarante heures de travail par semaine :

- à l'embauche : 5,57 F de l'heure, 888,35 F par mois,

- deuxième catégorie : 945,77 F par mois,

- troisième catégorie : 987,27 F par mois.

Pas de qualification, tous les emplois sont des emplois de manœuvres.

Les revendications

Fin novembre, un cahier de revendications a été déposé par les délégués. Devant le refus de la direction, une réunion d'ouvriers vote à l'unanimité LA GREVE ILLIMITEE le

4 décembre. (87 grévistes sur 90, les employés de bureau et la maîtrise n'étant pas solidaires.)

Les grévistes veulent :

- 1 100 F par mois à l'embauche, soit 6,35 F de l'heure (augmentation de 75 à 80 centimes de l'heure) ;

- Une prime de transport de 30 F ;

- Une amélioration des conditions de travail (sièges, cadences, règlement intérieur).

Les grévistes s'organisent

- piquet de grève dès 6 h du matin,

- assemblée générale dès 9 h, occupation du réfectoire.

Devant le refus du patron de négocier :

- piquet de grève jour et nuit,

- blocage de la chambre froide qui contient 3 500 tonnes de poulets congelés.

Comme dans la plupart des boîtes en Bretagne, le directeur local n'a aucun pouvoir de négociation, mais par contre un pouvoir de brimades. Le 10 décembre, les grévistes devaient toucher leur paye. Elle a été reportée un moment par la direction sous prétexte de l'épuisement du stock des fiches de payes. Devant la détermination des grévistes le patron a été obligé de la leur donner le 11 décembre.

Le soutien

Il se développe :

- Des paysans sont déjà venus apporter des légumes ;

- Un comité de soutien s'est créé à Guingamp, regroupant une centaine de personnes, ouvert à tous selon la volonté des grévistes, et ne devant pas être un cartel d'organisation. La C.G.T., la F.E.N., le M.O.D.E.F. se sont opposés à un comité de ce genre sous prétexte qu'il n'est pas composé « d'élus responsables » ;

- D'autres sont en train de se former (Saint-Brieuc par exemple).

LES OUVRIERS DECOUVRENT CE QU'EST UNE GREVE, MENENT LEUR PREMIERE LUTTE, LA POPULARISENT AU NIVEAU DE LA REGION ET SONT FERMEMENT DECIDES A TENIR JUSQU'AU BOUT !

Correspondant H.R.

ALSACE : les patrons licencient les travailleurs luttent

MULHOUSE : Le gouvernement veut liquider les mines de Potasses d'Alsace :

Il y avait 12 500 emplois en 1960 ; 10 000 en 1967 ; 8 700 en 1972, et ça continue.

En septembre dernier, la mine Fernand Aure de Wiltelheim a été fermée.

Avant trois ans, ce sera le tour de Bollwiller (encore 1 000 travailleurs jetés à la rue). Et pour ceux qui restent, les conditions de travail empirent.

Mais les travailleurs ont montré par leur grande grève de 1972, qu'ils ne se laissent pas faire.

SCHERVILLER et VAL-DE-VILLE : Les Ets « Manera-E.T.A. » et « Archimède » ont licencié respectivement 130 et 25 personnes.

Mais les ouvriers et les ouvrières ne se laissent pas faire : le 19 octobre ils ont manifesté à Scherviller et Sélestat. Ils continuent leur lutte.

COLMAR : La direction de « Tricot-France » a décidé de licencier 28 personnes.

Motif : « les commandes ont légèrement baissé ». Le patron, au lieu de baisser, même provisoirement, les cadences, préfère licencier des travailleurs pour les réembaucher plus tard.

LEMBERG (près de Bitche) : La « Cristallerie de Lorraine » a fermé ses portes le 9 novembre, licenciant 280 ouvriers. Les travailleurs seront obligés d'aller en Allemagne.

MULHOUSE : La direction de « Citroën » connue pour ses méthodes fascistes a licencié 30 travailleurs immigrés.

Elle leur reproche d'avoir protesté contre le racisme, en participant à une grève de vingt-quatre heures.

Mais travailleurs français et arabes renforceront leur unité dans la lutte et montreront aux patrons qu'ils ne forment qu'une seule classe ouvrière.

Les travailleurs d'Alsace, suivant l'exemple des ouvriers de Lip, se mobilisent pour lutter contre tout licenciement.

1974 VERS DE NOUVEAUX SUCCES !

1973 aura été au niveau de la souscription une année où la lutte menée par tous nos camarades diffuseurs, abonnés, lecteurs occasionnels dans le soutien à leur presse communiste marxiste-léniniste, aura été fructueuse. Une année qui a vu se développer des initiatives au niveau des souscriptions de masse, des collectes dans les usines, dans les quartiers, aux sorties de métro, ou arrêt d'autobus, sur les marchés. Une année en définitive qui a vu augmenter la souscription de près de 50% par rapport à 1972, grâce aux efforts de tous. Mais cela ne veut pas dire que la victoire est définitive et qu'il faille relâcher notre effort. La hausse continue de tous les prix de revient du journal, des frais généraux imposés par l'Etat des monopoles fait qu'il nous faut sans cesse augmenter notre soutien au journal, qui ne vit que par ses ventes militantes, ses abonnements et sa souscription, celle-ci étant un élément important d'aide à la parution régulière de l'« Humanité rouge » sur 12 pages.

Continuons tous ensemble notre effort pour faire de 1974 une nouvelle année de succès pour le développement de notre presse marxiste-léniniste.

Le comité de rédaction de l'« Humanité rouge » profite de cette occasion pour souhaiter à tous ses diffuseurs, à tous ses abonnés, à tous ses lecteurs, une année fructueuse, pour eux, leur famille et leurs proches, dans la lutte contre le capitalisme et pour une victoire rapide du prolétariat.

Nous remercions tous les correspondants, diffuseurs, abonnés ou lecteurs qui ont adressé leurs vœux et encouragements à l'« Humanité rouge » pour 1974.

Collecte de soutien à H.R. dans une usine

Ces jours derniers, nous avons organisé dans l'usine une collecte pour « L'Humanité Rouge ». Nous avons recensé les contacts que nous avions et qui connaissent le journal; nous avons aussi pensé aux ouvriers conscients et combatifs qui ne le connaissent pas encore et nous nous sommes dit que justement c'était là une bonne occasion de leur faire connaître. Aussi les camarades ont expliqué à chacun d'eux, à l'aide d'un article paru dans l'H.R. (n° 163, tract des camarades de Noisy-le-Sec) la nécessité de soutenir le journal financièrement. A ceux qui ne le connaissent pas encore, nous leur avons fait lire cet article et nous leur avons remis un numéro du journal que nous avons choisi pour eux. Dans l'ensemble, presque tous les camarades que nous avons contactés ont accepté de donner et les nouveaux lecteurs ont apprécié le journal.

Cet exemple nous prouve combien nous avons raison de compter sur les ouvriers pour soutenir notre journal. C'est à eux que le journal s'adresse, par conséquent nous ne devons pas avoir peur de le leur faire connaître. C'est seulement ainsi — en augmentant la diffusion du journal — que nous pourrions résoudre le problème financier. Et en augmentant le nombre de nos lecteurs ouvriers, nous renforcerons toujours plus le contenu prolétarien du journal, et surtout, les idées justes du marxisme-léninisme pourront gagner la classe ouvrière et devenir « une force matérielle capable de transformer la société et le monde ».

Je vous envoie trois dessins, si ça peut servir à rendre le journal plus vivant et plus facile à lire.

A tous, meilleurs vœux des ouvriers pour les luttes prochaines.

Un métallo.



Nous remercions ce camarade de sa contribution et demandons à nos camarades et à nos lecteurs de ne pas hésiter à envoyer dessins, caricatures, photos, etc., cela est toujours utile au journal.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Des amis de l'Est	20	OS	20
Une vieille militante en plus de son réabonnement	24	Une OS femme	10
En supplément à réabonnement. Soutien à HR. RM	20	1 jeune ouvrier OS	13
Abonnement de soutien. JA	108	1 OP	10
Soutien à HR en supplément à réabonnement et à brochures. SA	8	Total	218
Soutien à HR en supplément à réabonnement. EC	20	En avant vers la révolution prolétarienne en France. J.	2
En supplément à réabonnement. GC	40	CMH. Soutien mensuel	18
LC. En supplément à abonnement	10	A bas le système décadent et pourri. Vive Le socialisme. J.	5
FA. En supplément à réabonnement	10	Soutien à HR.	3
GC. En supplément à abonnement	40	Un routier	3
DB	45,50	Soutien au juste combat d'HR	1
Soutien permanent. DS	10	CDHR D. Gemnitz	20
Pour conserver notre journal de combat. BY	10	1 postier	3
Soutien à HR. CDT	54	1 lycéen	1
RL. Décembre	40	CDHR Barbusse	40
Ajax. Soutien permanent	50	CDHR Flourens	300
Soutien à HR	30	2 sympathisants	10
Contre le fascisme	10	Le comité de rédaction de l'HR	250
Soutien à HR	10	Vive le marxisme-léninisme. A et HA. 1 ^{er} versement	30
Soutien à HR. P	20	Anonyme Paris. En Timbres	65,50
Soutien à HR	160	1 camarade aux U.S.A.	5
Soutien à HR	50	En supplément à réabonnement HR. H	4
CDHR Staline S	100	Anonyme. En timbres	200
CDHR C.-Michels	20	AE. En timbres. Soutien à HR	7
MS. Modeste soutien à HR	20	Soutien à HR	20
JPS. En supplément à brochures	6	Pour le soutien aux M-L	9
CD Flourens	400	CDHR F. Marty. M	48
Une femme de cheminot de la région parisienne	4	1 docker	1
CDHR Yveton (décembre)	326	1 sympathisant	20
CDHR Commandant Bourgat	65	Des camarades	15
A la manif du 6 décembre	9	Anonyme	4
CDHR Dallidet	19	Non à la collaboration de classe. HR vaincra !	100
CDHR A. Marty	5,30	CDHR province	54
CDHR Yveton (sympathisants - décembre)	100	CDHR Dombrosky	600
1 militante	1,50	Pour une lutte prolongée	40
CDHR Stalingrad	11,15	En supplément à brochures. SA	27,50
CDHR G. Mocquet	6	1 camarade	50
Contre le fascisme. JF	5	1 technicien SFENA	14
1 camarade	2,30	Anonyme	18
CDHR NVT	100	Anonyme	4
CDHR E. Varlin. HR vaincra !	20	En supplément à réabonnement. MM	4
CDHR G. Tautin. Pour l'unité des M-L (M)	10	A un métro	0,50
A un meeting local HR	11,25	Soutien à HR	4
CD Stalingrad	157,40	CDHR Rivoire	190
1 dessinateur	8	CDHR Hapiot	60,50
CDHR G. Mocquet	8	CDHR J.-P. Thimbaud	2,80
CDHR P.-V. Couturier	50	Ni révisionnisme, ni gauchisme. Souscription de masse	200
CDHR Dimitrov	150	CDHR Cabral	13
Des camarades de l'Est	15	CDHR Dallidet	50
Collecte dans une usine de l'Est	165	HR vaincra ! NB	1,65
1 travailleur immigré		Anonyme	3
		CDHR G. Mocquet	10
		CDHR E. Varlin	46
		CDHR Dimitrov	100
		Total depuis le n° 210	5 311,85
		Total général utilisé pour le règlement des dettes de HR	389 993,46

QUELLE VOIE PRENDRE ? Meeting organisé par nos camarades dans le 13^e arrondissement

La salle — un petit cinéma de quartier — était bien décorée. Un immense drapeau rouge placé derrière la tribune donnait le ton; le hall, lui, était couvert de panneaux divers, tant locaux que nationaux et internationaux. Une carte mondiale indiquant l'existence des partis marxistes-léninistes fut particulièrement regardée... Bref, beaucoup d'efforts de la part de nos camarades pour une bonne présentation.

Et c'est devant plus de deux cents personnes venues ce jeudi soir que nos camarades prirent la parole.

La première intervention portait sur la situation internationale, et en particulier la position d'alliance/rivalité des deux superpuissances qui menace de plus en plus la paix en Europe. Le camarade dénonça les mensonges des révisionnistes de Moscou qui en paroles se disent pour la « détente » et la « sécurité », mais qui dans leurs actes amènent une tension toujours plus vive en massant un gigantesque arsenal militaire en Europe de l'Est. Il dénonça également les dirigeants révisionnistes français qui, par leurs campagnes d'intoxication menées depuis plusieurs mois, voulaient masquer les tentatives hégémoniques des sociaux-impérialistes soviétiques. Dans les conditions nouvelles des grands bouleversements qui se préparent, ce sera au prolétariat, à son parti et à tous ses alliés de tenir bien haut le drapeau de la défense de l'indépendance nationale. Non sous la direction des représentants des monopoles français, comme l'avait pratiqué Thorez après la Libération, mais sous la direction de leur parti marxiste-léniniste.

La deuxième intervention porta sur la situation nationale. Et d'abord sur la crise générale du capitalisme dont seuls les travailleurs subissent les conséquences : vie chère, augmentation rapide du chômage — ceci

est très net dans notre région — exploitation accrue de la classe ouvrière. Devant une telle situation, les monopoles ont tout intérêt à diviser les travailleurs. L'arme du capital, c'est le racisme. Devant la menace de la montée du vaste mouvement de masse, une seule issue : la fascisation.

L'horizon est sombre : c'est aux travailleurs, ouvriers en tête, de prendre en mains leur lutte, comme à Lip, rappelant nos mots d'ordre : « Unité à la base et dans l'action » et « Classe contre classe ». C'est aux travailleurs conscients de renforcer leur avant-garde de classe. La question de la voie à prendre est posée. Les communistes ont toujours rejeté la voie réformiste et l'électoralisme du type « programme commun », comme voie menant le peuple à l'impasse et au massacre. « La voie chilienne » est présente à tous les esprits.

Les communistes marxistes-léninistes de France sont résolument tournés vers la voie révolutionnaire, voie armée tortueuse et difficile qui mènera inéluctablement à la révolution prolétarienne.

Une conclusion s'imposait : « Travailleur, rejoins ton parti. »

Un communiqué de Perspective tunisienne fut ensuite lu en hommage aux travailleurs de Lip, ainsi qu'aux travailleurs et révolutionnaires tunisiens qui subissent la répression. Ce fut une belle marque d'internationalisme prolétarien.

Un débat fut ensuite engagé avant la présentation en clôture du film des « Lip ».

Ce meeting, par beaucoup d'aspects, fut un succès pour la ligne marxiste-léniniste de « L'Humanité Rouge ». Cependant, beaucoup d'insuffisances, dans la présentation, les réponses données. Mais c'était une « première » et la prochaine fois, nous serons encore mieux préparés.

Correspondant H.R.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT TROIS MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :	3 mois	45 F	75 F
		6 mois	85 F	140 F
		1 an	170 F	280 F

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

en bref... en bref... en bref... en bref...**Soins médicaux gratuits en Algérie**

La nouvelle année a vu naître en Algérie l'introduction de la gratuité des soins médicaux. En effet, depuis le 1^{er} janvier, dans les hôpitaux, les centres médico-sociaux, les médecins soignent totalement gratuitement. C'est là une grande victoire de l'Algérie qui, à peine plus de 10 ans après son indépendance, réalise un objectif dont on chercherait vainement la trace en France. Mohamed Arabdiou, dans « El Moudjahid » du 1^{er} janvier écrit notamment : « L'opération " gratuité des soins " n'est pas une fin en soi, mais une étape appréciable dans la marche de notre pays vers le développement, vers une juste répartition du revenu national. Pour tout dire, la promotion d'un homme nouveau. » En effet cette opération, si elle veut être efficace, doit mobiliser et sensibiliser à tous les niveaux les masses populaires afin d'assurer notamment une meilleure prévention. La prévention, c'est d'assurer à chacun un emploi et un logement, car « un homme mal nourri, ou mal logé, est une proie facile pour les maladies », c'est d'assurer à chacun l'instruction et le savoir, et surtout aux enfants, car par exemple « des enfants sans instruction ne se rendent pas compte des dangers que recèle une poubelle qui leur sert de jouet ». Certes, des difficultés apparaîtront, mais les Algériens en sont conscients et connaissent l'importance de l'effort à fournir, et nulle doute que ces difficultés seront surmontées. Ainsi le Dr Aïmene de l'hôpital Mustapha déclare : « Je pense que l'on réussira pleinement dans notre tâche et l'on pourra réaliser cette décision dans le cadre révolutionnaire défini, en vue

d'une médecine de masse, une médecine socialiste », et plus loin il précise que la pratique de la médecine gratuite « ... traduit à nos yeux cette prise de conscience effective des droits de tous les Algériens ».

Qui se ressemble...

Suite à la séquestration de Luis Villarín, dirigeant des patrons des camionneurs du Chili, par un commando du Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien, dans l'hôtel parisien où il était descendu, le numéro 234 de « Rouge », en dernière page, proteste contre la relation des faits de « L'Humanité ». Et afin de donner un ton solennel et officiel à cette « protestation », « Rouge » publie une lettre écrite par Krivine à « L'Humanité ». Voyez donc : la lettre commence par : « camarades » et après avoir fait sa rectification, Krivine, qui a des principes, termine ainsi sa lettre : « J'espère que vous publierez cette rectification d'importance pour éviter tout malentendu. Par la vigilance et l'action commune, nous empêcherons tous ensemble les envoyés de la Junte de séjourner dans notre pays. Fraternellement. » Que le « fraternel » Krivine fasse assaut de courbettes à ses « camarades », quoi de plus étonnant ? Que les trotskistes, vaillants défenseurs des sociaux-impérialistes et des révisionnistes, par exemple sur la question chilienne où leur cible principale semble être la République populaire de Chine, se marient bien avec leurs complices révisionnistes, nous le savons déjà.

Ils n'attendent pas d'être au pouvoir pour servir le capitalisme...

En 1965, un modèle de prévision économique (modèle ZOGOL) est mis au point par P. Herzog (membre du C.C. du P.C.F. et rédacteur en chef de « Economie et Politique ») et G. Olive. Ces messieurs travaillaient pour les responsables du budget économique, c'est-à-dire pour le ministère de l'Economie et des Finances. Ces messieurs servent donc directement le système capitaliste et la bourgeoisie en leur fournissant des modèles de prévision économique destinés à « améliorer » le fonctionnement du système capitaliste qui, tout ouvrier le sait dans son expérience quotidienne, se traduira immanquablement par l'augmentation des cadences, par des salaires de misère, par des conditions de vie impossible.

Ce modèle comprend 107 variables et 10 « relations de comportement », trop « techniques » pour être exposées ici. Analysons cependant une des « relations de comportement », « le comportement d'inflation » : le modèle ZOGOL admet qu'une augmentation plus rapide des salaires par rapport à la productivité provoque en retour un écho qui se répercute en s'amplifiant sur les prix. En d'autres termes, pour Herzog et Cie, les salaires de misère que l'ouvrier tente d'améliorer en luttant sont la cause de l'augmentation des prix, ce qui n'est rien d'autre que ce que prétend toute la propagande bourgeoise, masquant ainsi la cause réelle de l'inflation, la course au profit maximum, qui passe par la hausse continue du prix de tous les produits, ce qui entraîne EN RETOUR (et non AU DEBUT du processus) les justes luttes ouvrières pour les améliorations salariales. Le modèle ZOGOL est parfaitement conforme au mode de pensée bourgeois. Merci M. Herzog... votre participation à l'élaboration de la politique économique réactionnaire a déjà été récompensée... puisque vous venez d'être élu au Comité central lors du dernier congrès du P.C.F. En somme, une belle illustration de ce « sens de l'Etat » (bourgeois !) dont s'enorgueillissent les dirigeants avides de gérer le capitalisme.

Le premier marchand de canons

28,5 milliards de dollars acquis de 1955 à 1972 pour la vente d'armes... Bilan de la vente d'armes américaines ? Point de tout : c'est un bilan soviétique. Des chiffres encore sont éloquentes : à la fin des années 50, les ventes soviétiques représentaient 11,3 % des ventes mondiales et parmi les acheteurs six pays du tiers monde ; en 1970, le pourcentage est de 37,5 %, le nombre d'acheteurs du tiers monde dépasse la vingtaine.

Une arme sur trois vendue dans le monde est soviétique. Voilà une chose dont on ne se vante pas trop à Moscou. On y chante « l'assistance militaire »

du « grand pays socialiste » aux peuples... mais on n'y regarde pas de trop près car cette « aide » est de nature tout à fait impérialiste : en 1970 « l'aide » économique était chiffrée à 200 millions de dollars ; « l'aide militaire » dépassait quatre fois plus !

Et depuis, les chiffres progressent encore : 1,1 milliard de vente d'armes pour 1970. Pillage pur et simple que les sociaux-impérialistes baptisent du nom de « soutien internationaliste ». Mais pourquoi vendent-ils leurs armes au prix fort ? Pourquoi ont-ils doublé leurs prix sur l'année écoulée ? Pourquoi exigent-ils le paiement comptant ? Curieux « soutien » en vérité, qui a coûté fort cher aux pays arabes en octobre dernier, contraints par les dirigeants de Moscou d'emprunter de l'argent en Europe ou de brader leur pétrole à des prix ridiculement bas en direction de l'U.R.S.S. !

Augmentation des investissements étrangers aux U.S.A.

Les investissements directs de l'Europe occidentale et du Japon aux Etats-Unis augmentent à un rythme accéléré. C'est une manifestation de la loi du développement inégal du capitalisme et une tendance remarquable des rapports économiques actuels dans le monde capitaliste.

Durant les premières années après la seconde guerre mondiale, les monopoles américains, forts de leur position acquise dans la guerre et du statut privilégié du dollar U.S., ont procédé à des investissements massifs, ont étendu leurs sphères d'influence et se sont emparés de très nombreux marchés dans le monde entier en vue d'en tirer le maximum de profits. Mais, dès la fin des années 60, la position économique des Etats-Unis a commencé à se détériorer. Depuis les deux dévaluations du dollar, notamment, a eu lieu un afflux de capitaux d'Europe occidentale et du Japon vers les U.S.A.

D'après les statistiques officielles à la fin de 1972, quelque 580 compagnies étrangères avaient directement investi aux Etats-Unis 14,3 milliards de dollars. De fin 1961 à fin 1966, les investissements privés étrangers s'étaient accrus de 1 660 millions de dollars et, pendant les cinq années qui ont suivi 1966, encore de 4 600 millions de dollars. Cette tendance se confirmait en 1973. Il est estimé que les investissements étrangers directs aux Etats-Unis ont dépassé 1 400 millions de dollars dans la première moitié de l'année en cours. Plusieurs compagnies étrangères se sont empressées d'acheter des entreprises américaines.

Cet essor des investissements est inséparable de la lutte pour les débouchés menée par les groupes monopolistes des pays occidentaux. Pour combler l'énorme déficit du commerce extérieur américain, la revendication de mesures législatives restreignant les importations a déferlé tant au sein qu'au dehors du Congrès. Pour assurer la vente de leurs produits sur le marché américain, des entre-

prises étrangères ont cherché à installer des usines aux Etats-Unis et à y vendre leurs produits afin de tourner ainsi les barrières mises aux importations. C'est une des raisons majeures pour lesquelles l'Europe occidentale et le Japon essaient de multiplier leurs investissements directs aux Etats-Unis.

Il y a encore d'autres facteurs : d'abord, les deux dévaluations du dollar ont élevé la valeur des autres principales monnaies occidentales en moyenne d'environ 20 % par rapport au dollar. Les capitalistes de ces pays occupent donc une position favorable sans précédent pour investir aux Etats-Unis. Ensuite, du fait du grand déficit persistant de la balance des paiements américaine, l'Europe occidentale et le Japon ont accumulé quantité de dollars, et d'énormes quantités de capitaux flottants de cette monnaie ont inondé les marchés des changes occidentaux. Ces accumulations, estimées à 70 ou 80 milliards de dollars, constituent une réserve abondante de fonds prêts à être investis aux Etats-Unis.

Lénine :**Sur la guerre et la paix**

Un recueil de trois textes diffusé par E. 100 - prix 1,10 F

« Le programme militaire de la révolution prolétarienne » (1916). Lénine, réfutant les partisans du désarmement et du pacifisme, affirme au contraire que toutes les guerres ne sont pas réactionnaires, comme la guerre mondiale impérialiste de cette époque, que les guerres nationales et civiles révolutionnaires et les guerres de défense des pays socialistes sont justes. De même, il indique que « il serait tout simplement absurde de rejeter la défense de la patrie » en ce qui concerne les peuples opprimés, dans leur guerre contre les grandes puissances impérialistes, ou le prolétariat vainqueur dans sa guerre contre quelque Gaïffet d'un Etat bourgeois ».

Et Lénine développe la nécessité pour le prolétariat de posséder une instruction militaire.

« Le socialisme et la guerre » (1915). Lénine analyse les différents types de guerre et définit en particulier la position à prendre par rapport à la première guerre mondiale. Il avance la ligne de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire, en poussant à la défaite de son propre gouvernement et réaffirme l'importance de l'organisation illégale du parti du prolétariat.

Le troisième texte « Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste » (1917) met à nu les opportunistes, tels Kautsky et Turati qui ont adopté des positions social-chauvinistes et social-impérialistes.

Franco-Pompidou complices !

La police de Marcellin aura été beaucoup plus rapide et efficace pour faire la chasse aux militants basques espagnols que pour découvrir les tueurs racistes de Marseille. Pour répondre aux appels de Franco, le gouvernement s'est livré à une véritable chasse aux militants basques antifranquistes. Plusieurs d'entre eux ont été assignés à résidence de façon illégale. Aussitôt la presse franquiste a applaudi et certains de ces journaux ont pu dire : « L'activité de la police française indique le début d'une campagne de collaboration avec les autorités gouvernementales espagnoles. »

Le ministre Malaud n'a pas hésité à se rendre en Espagne pour déclarer à la presse fasciste que les militants basques de l'E.T.A. étaient illégalement en France ; et pour faire connaître l'action de la police contre eux.

De son côté, Messmer déclarait plus récemment : « Le premier devoir est de respecter le pays qui leur a offert l'asile, c'est-à-dire de respecter ses lois. Nous avons le devoir, nous, gouvernement, de leur imposer le respect de nos lois, et nous le ferons ! »

Ce sont là autant de mesures et de déclarations destinées à satisfaire le fasciste Franco et qui constituent un renforcement des liens entre les polices française et espagnole.

De son côté, le maire de Biarritz devait lancer des appels à la collaboration avec Franco : « Le gouvernement français ne pourra pas s'en désintéresser : il y va de nos relations avec l'Espagne dont, aux yeux de tout Français aujourd'hui en proie à l'inquiétude dans le contraste du chantage arabe, il va de soi qu'elles doivent, encore plus qu'hier, être bonnes. »

La boucle est ainsi bouclée : du racisme antiarabe à la collusion avec Franco.

Ceux qui laissent courir les tueurs racistes sont ceux-là mêmes qui persécutent les antifranquistes.

Les peuples de France et d'Espagne ont tissé dans la lutte des liens indestructibles. A la solidarité des gouvernements, les peuples opposeront leur solidarité.

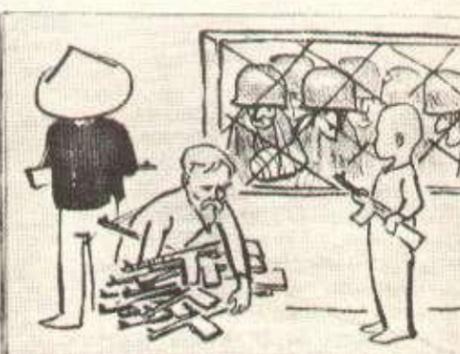
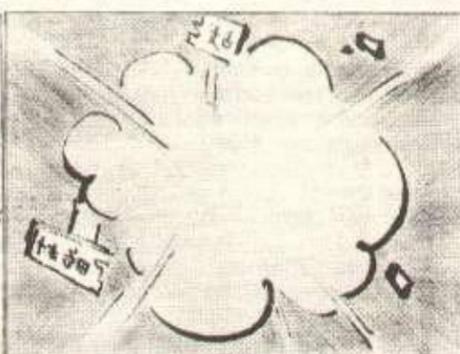
Indochine : TOUJOURS A L'OFFENSIVE

LES VOCIFÉRATIONS DE THIEU

« Pour les forces armées, la guerre a recommencé. Nous ne devrions pas permettre aux communistes de bénéficier d'une situation qui veut que leur sécurité soit garantie dans les zones qu'ils contrôlent de telle manière qu'ils puissent nous harceler, détruire notre infrastructure, nos écoles, nos ponts. Nous devrions nous montrer actifs, non seulement dans nos zones, mais aussi dans les zones où leurs forces sont basées. »

Mensonges de celui qui s'obstine à appeler « communistes » les patriotes, qui inverse le vrai et le faux pour masquer les dizaines de milliers d'opérations d'empiètement contre la zone libérée ; menaces de celui qui se sent perdu. Les vociférations de Thieu sont les cris de la bête méchante touchée à mort...

Car la situation est désespérée pour lui... La piastre vient d'être de nouveau dévaluée ; le riz manque terriblement dans la zone qu'il contrôle encore... et son isolement grandit ; aujourd'hui c'est l'armée d'un million de soldats qu'il veut lancer contre la zone libérée qui l'inquiète... Et il y a de quoi : depuis onze mois, désertions et fraternisations avec les Forces armées de libération se multiplient ; dans le centre du Sud-Vietnam 10 000 soldats sont retournés chez eux. Beaucoup refusent d'exécuter les ordres, de construire des fortifications dans les régions libérées ou de les attaquer ; plus d'un millier d'actions de ce genre en onze mois, dont la moitié sont des actions collectives de compagnie ou de bataillon. Par ailleurs, les ripostes résolues des F.A.P.L. aux attaques saïgonnaises mettent à mal l'armée de Thieu : 11 000 soldats



fantoches mis hors de combat depuis janvier !

Par contre les zones libérées se renforcent et le rapport de forces se consolide chaque jour davantage en faveur du peuple et de la paix qu'il entend imposer. Comme l'a exprimé, à l'occasion de l'anniversaire du Front national de Libération, son vice-président et secrétaire général Huynh Tan Phat :

« Face aux complots de l'impérialisme américain et de l'administration saïgonnaise et sur la base des victoires remportées dans la lutte pour appliquer l'accord de Paris sur le Vietnam, le Front national de Libération et le Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam appellent l'armée et la population tout entières à étendre davantage le front de solidarité dans l'esprit de conciliation et de concorde nationales, à intensifier la lutte sur les fronts politique, militaire et diplomatique, à obliger les Etats-Unis et l'administration saïgonnaise à appliquer strictement l'accord de Paris sur le Vietnam afin de réaliser une paix véritable et durable, l'indépendance et la démocratie. »

Un an après les Accords de Paris, Thieu appelle de ses vœux et de ses actes la guerre et l'agression ; les forces révolutionnaires, plus fortes et toujours vigilantes ne le lui permettront pas !

« Aller de l'avant pour conduire notre cause révolutionnaire à de nouvelles victoires »

« 1973 est un jalon historique marquant une nouvelle étape de la révolution vietnamienne. Le peuple vietnamien a remporté une grande victoire dans sa lutte contre l'agression américaine, pour le salut national. » « Cette victoire qui a mis fin à la guerre d'agression la plus grande, la plus longue, la plus barbare menée par le colossal chef de l'impérialisme, a contraint ce dernier à signer l'Accord de Paris. »

« Une situation nouvelle est née de l'issue victorieuse de la lutte du peuple vietnamien contre l'agression américaine, pour le salut national. Les forces révolutionnaires de notre pays — les forces du socialisme au Nord et les forces d'indépendance et de démocratie au Sud — sont plus puissantes que celles de la bourgeoisie, compradore, bureaucratique et militariste de l'administration saïgonnaise, instrument des Etats-Unis. Les épreuves de l'année 1973 témoignent du changement radical du rapport des forces et de la tendance du développement dans notre pays. »

« Au Sud-Vietnam, la population et ses forces armées de libération, s'appuyant solidement sur leur position, ont persisté dans leur lutte et mis en échec le plan d'empiètement de

l'ennemi, défendu avec succès la zone libérée, consolidé et renforcé leurs forces. »

« Au Nord-Vietnam, les forces du socialisme ont été consolidées et renforcées sur tous les plans. Dans l'agriculture, l'industrie, le transport, les communications, dans les domaines de la culture et de l'éducation, etc. La classe ouvrière, la paysannerie collectivisée, les intellectuels socialistes et les diverses couches de la population, faisant preuve d'héroïsme révolutionnaire ont remporté de nouveaux succès. Les forces armées et les forces de la sécurité publique, redoublant de vigilance, et ne cessant de se consolider et se renforcer, sont toujours prêtes au combat pour défendre les acquis de la révolution. »...

« La conjoncture internationale présente des conditions favorables fondamentales. Les difficultés actuelles ne sont que temporaires. Les trois mouvements révolutionnaires continuent à se développer et gardent toujours leur position offensive... »

Editorial de Nhan Dan
(extraits)
Organe du Parti
des Travailleurs du Vietnam

Palestine :

Neuf années de lutte armée



« Pendant ces années, plus d'un complot a été ourdi contre la Révolution pour la liquider... Les complots n'ont pas cessé. On cherche aujourd'hui à voler vos victoires. On vise les armes que vous portez. On veut étouffer votre lutte afin que notre peuple redevienne un peuple de réfugiés sans armes et sans personnalité, mendiant ses droits et sa cause. »

« Restons fidèles à nos promesses et au peuple prêts à tout sacrifier pour eux, afin de rentrer dans notre

dixième année, « l'année de la souffrance » avec l'espoir d'imposer les principes de notre Révolution, les objectifs de notre nation et les espérances de notre peuple. »

C'est ainsi qu'a parlé Yasser Arafat, pour le neuvième anniversaire du déclenchement de la lutte armée en Palestine. Et tandis qu'il parlait, les combattants multipliaient leurs attaques en Palestine occupée, prouvant par là leur détermination à ne pas céder devant le diktat des deux superpuissances.

FORCER LES DÉFENSES DE PHNOM PENH

« Habitants de Phnom Penh, lutez contre les prix exorbitants, le rationnement du riz ; jeunes, lycéens, étudiants, opposez-vous à l'enrôlement forcé et à l'entraînement militaire dans les écoles ; femmes, lutez contre le racolage de vos maris et de vos fils... », tels sont les cris d'espoir et de lutte lancés chaque jour par le F.U.N.C. aux habitants de Phnom Penh. « Et si vous ne pouvez lutter dans la ville, rejoignez sans attendre la zone libérée... », ajoute le F.U.N.C., qui précise encore, du moins il faut s'éloigner des objectifs militaires et stratégiques, des palais, résidences et refuges des traîtres. »

Les nouvelles récentes sont autant d'échos aux appels des patriotes... Les enseignants sont en grève depuis le 12 décembre ; jeunes, étudiants, lycéens manifestent de plus en plus nombreux, joignant leur combat à celui des ouvriers de la ville. Quant aux mises en garde des F.A.P.L., elles n'ont pas été inutiles : hier encore c'est la résidence de Posthène Fernandez qui a été pilonnée ; les atta-

ques de bâtiments officiels se multiplient et chaque jour ; une véritable « psychose » des roquettes s'est emparée des traîtres...

Car les Forces armées patriotiques sont là, toutes proches ; durant l'année dernière elles ont occupé de solides points d'appui sur les lignes de communication fluviales et terrestres, coupant la capitale des autres villes ; elles se sont solidement retranchées autour de Phnom Penh, anéantissant sans hésiter toute contre-attaque des Lonaliens... Depuis le début de la saison sèche 1973-1974, les bulletins de victoires s'accumulent : la ligne de défense de la capitale, battue en brèche, est en train d'être forcée ; les libérations de bourgs stratégiques en novembre ; les positions acquises sur la route n° 4 en décembre permettent d'aller de l'avant... Les luttes populaires des habitants de Phnom Penh et les attaques redoublées des Forces armées convergent et rendent chaque jour, plus proche, la libération du sol et de la nation cambodgiens.